Chambre des Représentants

SESSION 1963-1964.

12 NOVEMBRE 1963.

**TABLEAU DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI
FIGURANT À L'ORDRE DES TRAVAUX DE LA CHAMBRE.**

SOMMAIRE :

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI D'APRÈS L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE :

	Pages
I. — Projets et propositions de loi dont les rapports sont faits	2
II. — Projets et propositions de loi sans rapport (art. 57 du Règlement)	4
III. — Projets et propositions de loi en Commissions :	
a) Commissions spéciales	4
b) Commission du Budget	4
c) Commissions permanentes :	
Affaires Economiques et Energie	4
Affaires Etrangères	4
Affaires Générales et Fonction Publique	5
Agriculture	6
Classes Moyennes	6
Commerce Extérieur et Assistance Technique	6
Communications, Postes, Télégraphes et Téléphones	6
Défense Nationale	7
Education Nationale et Culture	7
Emploi et Travail	8
Finances	8
Intérieur	11
Justice	12
Prévoyance Sociale	13
Santé Publique et Famille	14
Travaux Publics	15
IV. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération	16

N. B. — Les noms imprimés en italiques sont ceux de Représentants ayant cessé de faire partie de la Chambre.

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI D'APRÈS L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE.

(En ce qui concerne les projets de loi dont la Chambre a été saisie avant le 19 septembre 1944, il y a lieu de consulter le document de la Chambre n° 1 de la session extraordinaire 1949.)

I. — Projets et propositions de loi dont les rapports sont faits :

a) Projets de loi et propositions dont la Commission propose l'adoption.

Affaires étrangères :

Guerre :

Projet de loi portant approbation du Traité entre le royaume de Belgique et la République Fédérale d'Allemagne, relatif à l'indemnisation de victimes de la guerre et à l'échange de lettres, signés à Bruxelles, le 21 septembre 1962.
Présenté par le Gouvernement, n° 633/1 du 13 août 1963.
Rapport de M. Parisis, n° 633/2 du 28 octobre 1963.

Armée :

Officiers :

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.
Transmis par le Sénat, n° 568/1 du 23 juin 1960.
Rapport de M^{me} de Moor-Van Sina, n° 568/2 du 16 février 1961.

Droit civil :

Successions :

Projet de loi modifiant l'article 776 du Code civil.
Transmis par le Sénat, n° 574/1 du 24 mai 1963.
Rapport de M. Herbiet, n° 574/2 du 11 juillet 1963.

Droit commercial :

Proposition de loi portant modification au Livre I, titre III, du Code de commerce relatif aux livres de commerce.
Présentée par M. Drèze, n° 66/1 du 14 juin 1961.
Amendements du Gouvernement, n° 66/2 du 20 mai 1963.
Rapport de M. Hermans, n° 66/3 du 12 juillet 1963.

Droit public :

Conseils nationaux et régionaux :

Projet de loi organique des Conseils culturels.
Transmis par le Sénat, n° 569/1 du 23 juin 1960.
Rapport de M. Mertens de Wilmars, n° 569/2 du 8 février 1961.
Amendement de M. Radoux, n° 569/3 du 14 février 1961.

Enfance :

Spectacles :

Projet de loi tendant à remplacer la loi du 1^{er} septembre 1920,

interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans.

Transmis par le Sénat, n° 379 du 12 mai 1953.

Rapport de M^{me} De Rlemaecker-Legot, n° 51 du 26 novembre 1953.
Amendements de : 1^o M. Dejardin et 2^o M^{me} Fontaine-Borguet, n° 52 du 26 novembre 1953.

Amendement de M. Fayat, n° 134 du 17 décembre 1953.

Amendements de : 1^o M. Pierson et 2^o M. Van Eynde, n° 208 du 27 janvier 1954.

Santé publique :

1. Projet de loi sur l'inspection médicale scolaire.

Présenté par le Gouvernement, n° 369/1 de 1959-1960.

Amendements du Gouvernement, n° 369/2 du 12 février 1960.

Amendements de : 1^o M. Vercauteren, 2^o M. Nazé, n° 369/3 du 23 février 1960.

Rapport de M^{me} Van Daele-Huys, n° 369/4 du 9 juin 1960.

Amendements de : 1^o M. Vercauteren, 2^o M. Nazé, n° 369/5 du 28 juin 1960.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.

Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

Renvoyé en Commission le 30 novembre 1961.

Amendements du Gouvernement, n° 536/2 du 21 mars 1963.

Amendements du Gouvernement, n° 536/3 du 5 juin 1963.

Amendements du Gouvernement, n° 536/4 du 20 juin 1963.

Rapport de M^{me} Van Daele-Huys, n° 536/5 du 11 juillet 1963.

Travail :

Rémunération :

Projet de loi concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

Présenté par le Gouvernement, n° 471/1 du 18 décembre 1962.

Amendement de M. Verhenne, n° 471/2 du 29 janvier 1963.

Amendement de M. De Paepe, n° 471/3 du 31 janvier 1963.

Amendement de M. Duvivier, n° 471/4 du 5 février 1963.

Amendement de M. Castel, n° 471/5 du 6 février 1963.

Amendements de M. Nyffels, n° 471/6 du 8 février 1963.

Amendement de M. Nyffels, n° 471/7 du 13 février 1963.

Amendements du Gouvernement, n° 471/8 du 20 février 1963.

Amendements de MM. Charpentier et Schijns, n° 471/9 du 29 mai 1963.

Amendements de M. Castel, n° 471/10 du 5 juin 1963.

Rapport de M. Lebas, n° 471/11 du 31 octobre 1963.

b) Projets de loi et propositions que la Commission propose de ne pas adopter.

Affaires étrangères :

Relations internationales :

Proposition de résolution relative à la conclusion d'un accord de non-agression entre les pays du pacte de Varsovie et ceux de l'O.T.A.N.

Présentée par M. Moulin n° 305/1 du 6 mars 1962.

Rapport de M. De Schryver, n° 305/2 du 11 avril 1962.

Agriculture :

1. Proposition de loi tendant à modifier les articles 51 et 58 du Code rural.

Présentée par M. Harmegnies, n° 147/1 du 20 juillet 1961.

Rapporteur : M. Saint-Remy.

2. Proposition de loi tendant : 1^o à la création d'une Commission Nationale Paritaire des prix agricoles ; 2^o à l'étude et à l'application de la liaison des prix à la production à l'évolution de l'indice des frais de production.

Présentée par M. Moulin, n° 517/1 du 27 février 1963.

Rapporteur : M. Breynne.

3. Projet de loi relatif aux poudrages et pulvérisations pendant la floraison au moyen de produits insecticides.

Transmis par le Sénat, n° 420 du 8 mai 1951.

Rapport de M. Massart, n° 864/2 du 18 février 1958.

Alcool :

Projet de loi modifiant l'article premier de la loi du 29 août 1919 concernant les débits de boissons fermentées.

Transmis par le Sénat, n° 302/1 du 26 mai 1955.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 494/2 du 6 avril 1960.

Armée :

Milice :

Projet de loi tendant à sauvegarder, jusqu'au jour qui sera fixé par arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix, les droits des personnes se trouvant à l'armée ou dans l'un des services et établissements qui en dépendent, ainsi que les droits des incapables ou de certaines sociétés dont elles sont les représentants légaux.

Réamendé par le Sénat, n° 181 du 22 août 1945.

Rapport de M. du Bus de Warnaffe, n° 45 du 30 novembre 1949.

Assurances sociales :*Sécurité sociale :*

1. Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 14 juillet 1951.

Transmis par le Sénat, n° 9/1 du 18 juin 1958.
Rapport de M. D'haeseleer, n° 9/2 du 16 avril 1959.

2. Proposition de loi tendant à une répartition plus équitable des charges patronales de la sécurité sociale et à la résorption du chômage.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 76/1 du 15 juin 1961.
Rapporteur : M. Duvivier.

Vieillesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi portant au 1^{er} juillet 1961, le taux de la pension de retraite des travailleurs indépendants mariés à 30 750 francs, à 24 250 francs pour les autres bénéficiaires et à 20 000 francs pour les veuves.

Présentée par M. Frère, n° 71/1 du 15 juin 1961.
Rapport de M. Goeman, n° 71/2 du 10 juillet 1962.

2. Proposition de loi relative à l'augmentation de la pension des assurés libres et des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Van den Daele, n° 90/1 du 20 juin 1961.
Rapport de M. Goeman, n° 90/2 du 10 juillet 1962.

Banques :

Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

Transmis par le Sénat, n° 927/1 de 1957-1958.
Rapport de M. Fimmers, n° 642/2 de 1959-1960.

Commerce et industrie :*Prix :*

Projet de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

Transmis par le Sénat, n° 639 du 29 juillet 1948.
Rapport de M. Tahon, n° 486/2 du 27 mars 1956.

Ventes à tempérament :

Projet de loi complétant l'article 2 de la loi du 18 août 1887 et l'article 43bis de la loi du 25 mars 1876.

Transmis par le Sénat, n° 228 du 4 octobre 1945.
Rapporteur : M. Lambotte.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 485/2 du 24 janvier 1963.

Communes :*Loi communale :*

Projet de loi relatif à la majoration du nombre des échevins dans certaines communes de villégiature.

Transmis par le Sénat, n° 415 du 12 mars 1954.
Rapport de M. De Cooman, n° 94/2 du 17 juin 1954.

Droit civil :*Etat civil :*

Projet de loi complétant et interprétant la loi du 20 août 1948 relative aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et la rectification administrative de certains actes de décès.

Transmis par le Sénat, n° 570 du 27 juin 1951.
Rapport de M. Tahon, n° 487/2 du 27 mars 1956.

Mariage :

Projet de loi relatif à l'inaliénabilité des biens, prévue par l'article 214j du Code civil.

Transmis par le Sénat, n° 599 du 10 juillet 1952.
Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 483/2 du 24 janvier 1963.

Droit pénal :*Sûreté de l'Etat :*

1. Proposition de loi portant suppression de l'article 123sexies du Code pénal.

Présentée par M. Van der Elst, n° 33/1 du 24 mai 1961.
Rapporteur : M. Hermans.

2. Projet de loi portant modification de l'article 123sexies du Code pénal.

Transmis par le Sénat, n° 516 du 19 juin 1952.

Amendements de M. Leclercq, n° 19 du 17 novembre 1953.
Rapport de M. Hermans, n° 88 du 8 décembre 1953.

Amendement de M. Deruelles, n° 146 du 29 décembre 1953.
Amendements de M. Leclercq, n° 148 du 7 janvier 1954.

Le 27 janvier 1954. — Renvoi à la Commission de la Justice.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 484/2 du 24 janvier 1963.

Enquête parlementaire :

Proposition tendant à instituer une Commission d'enquête parlementaire au sujet des irrégularités administratives commises dans le domaine linguistique lors du scrutin du 26 mars 1961.

Présentée par M. Van den Daele, n° 39/1 du 25 mai 1961.
Rapport de M. Saint-Remy, n° 39/2 du 19 juillet 1962.

Enseignement :*Enseignement supérieur :*

Proposition de loi organisant les cours du soir dans les universités et établissements d'enseignement supérieur de l'Etat.

Présentée par M. Drèze, n° 11/1 du 5 mai 1961.
Rapport de M. Lacroix, n° 11/2 du 20 décembre 1962.

Finances :

Proposition de loi visant à abroger la loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier du 14 février 1961.

Présentée par M. Moulin, n° 9/1 du 4 mai 1961.
Rapport de M. Lavens, n° 9/2 du 6 juin 1961.

Guerre :*Prisonniers de guerre :*

1. Proposition de loi modifiant la loi du 2 juillet 1932 relative à l'octroi d'un chevron de front aux prisonniers de guerre et aux internés.

Présentée par M. De Clercq, n° 45/1 du 30 mai 1961.

Rapport de M. Lamers, n° 45/2 du 9 avril 1963.

Amendement de M. De Clercq, n° 45/3 du 4 juillet 1963.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 2 juillet 1932 relative à l'octroi des chevrons de service aux prisonniers de guerre et aux internés.

Présentée par M. De Sweemer, n° 56/1 du 8 juin 1961.

Rapport de M. Lamers, n° 56/2 du 9 avril 1963.

Résistance :

Projet de loi consacrant l'existence officielle de l'Armée secrète et rétablissant son statut.

Transmis par le Sénat, n° 312 du 9 mars 1950.

Rapport de M. Namèche, n° 537/2 du 12 juin 1956.

Renvoyé en Commission le 16 avril 1959.

Rapport de M. Verboven, n° 590/2 du 12 juin 1963.

Impôts :*Impôts directs :*

1. Projet de loi complétant l'article 12 de la loi du 6 septembre 1895 relative aux recours en appel et en cassation en matière d'impôts directs.

Transmis par le Sénat, n° 826/1 de 1957-1958.

Amendements de M. Philippart, n° 826/2 du 12 février 1958.

Rapport de M. Tielemans (F.), n° 826/3 du 6 mars 1958.

2. Proposition de loi instituant : 1° un impôt unique sur les revenus; 2° l'enregistrement comptable des sociétés; 3° le cadastre des propriétés mobilières.

Présentée par M. Moulin, n° 189/1 du 8 novembre 1961.

Rapport de M. Detière, n° 189/2 du 1^{er} juin 1962.

Lois électorales :*Elections. — Propagande électorale :*

Projet de loi relatif à la protection de la propagande électorale.

Transmis par le Sénat, n° 226 du 17 octobre 1946.

Amendements de M. Philippart, n° 232 du 21 octobre 1946.

Rapport de M. Spinoy, n° 182 du 10 février 1949.

Organisation judiciaire :*Notaires, avoués, huissiers :*

Projet de loi relatif aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance.

Transmis par le Sénat, n° 443/1 du 24 février 1960.

Amendements de : 1° M. Lefèvre; 2° M. Lindemans, n° 443/2 du 2 mars 1960.

Rapport de M. Robyns, n° 443/3 du 18 mai 1960.

Pêche fluviale :

Projet de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale.

Transmis par le Sénat, n° 820/1 du 10 décembre 1957.

Rapport de M. Peiffer, n° 820/2 du 29 janvier 1958.

Amendement de M. Sainte, n° 820/3 du 20 mars 1958.

II. — Projets et propositions de loi sans rapport (art. 57 du Règlement) :

Affaires étrangères :

Europe :

Projet de loi portant approbation du Quatrième Protocole additionnel à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe, signé à Paris, le 16 décembre 1961.
Présenté par le Gouvernement, n° 639/1 du 1^{er} octobre 1963.

III. — Projets et propositions de loi en Commissions :

a) Commissions spéciales :

Chambres législatives :

Règlement Chambre :

Proposition de loi tendant à modifier l'article 20 du Règlement de la Chambre.

Présentée par M. Cooreman, n° 571/1 du 15 mai 1963.

Droit commercial :

Projet de loi portant : 1° modification de l'article 2 de la loi du 15 décembre 1872 comprenant les titres I à IV, livre I, du Code de commerce et, 2° abrogation de la loi du 28 février 1958 portant création du registre de l'artisanat.

Présenté par le Gouvernement, n° 631/1 de 1959-1960.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.

Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

Composition de la Commission :

Président : M. Moyersoën.

A. — Membres titulaires : MM. Charpentier, Décarpentrie, De Staercke, Hermans, Lebas, le Hodey, Saint-Remy, Tanghe, Van Damme, F., Van Hamme, Van Lindt; Boeykens, Breynne, Cudell, Detiège, Gruselin, Henry, Pierson, M^{me} Van der Veken-Van de Plas, MM. Van Winghe; Jeune-homme, Vanderpoorten.

B. — Membres suppléants : MM. Eeckman, Fimmers, Gillès de Péligny, Lavens, Lenoir, Parisis; Castel, M^{me} Copée-Gerbinet, MM. Gelders, Gillis; Boey.

Droit public :

Constitution :

1. Proposition de déclaration de révision de la Constitution.

Présentée par M. Dejace, n° 12/1 du 5 mai 1961.

Composition de la Commission :

Président : M. Moyersoën.

A. — Membres titulaires : MM. De Gryse, De Schryver, Fimmers, Harmel, Herbiet, Lefère (F.), Parisis, Smedts, Saint-Remy, Verroken, Wigny; Bary, Bohy, Bracops, Collard (L.), De Kinder, Denis, Gruselin, Pierson, Terwagne, Van Acker (F.); Lefebvre (R.), De Clercq.

B. — Membres suppléants : MM. De Staercke, Hermans, Kiebooms, Lamalle, Lebas, Meyers; Anseele, De Groote, Harmegnies, Sainte, M^{me} Prince; M. Mundeleer.

2. Proposition de déclaration de révision de la Constitution.

Présentée par M. Van der Elst, n° 258/1 du 9 janvier 1962.

3. Proposition de déclaration de révision de la Constitution.

Présentée par M. Van der Elst, n° 275/1 du 31 janvier 1962.

4. Proposition de déclaration de révision de la Constitution.

Présentée par M. Moulin, n° 437/1 du 30 octobre 1962.

b) Commission du Budget.

Budgets :

1. Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1964.

Budget des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1964.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-I de 1963-1964.

Rapporteur : M. Scheyven.

2. Projet de loi contenant le budget de la Dette publique pour l'exercice 1964.

Présenté par Gouvernement, n° 4-II/1 de 1963-1964.

Rapporteur : M. Scheyven.

3. Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1964.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-V de 1963-1964.

Rapporteur : M. Scheyven.

c) Commissions permanentes.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DE L'ÉNERGIE.

Arts, sciences et lettres :

Projet de loi modifiant le statut de l'Institut pour l'encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture, refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957.

Transmis par le Sénat, n° 235/1 du 13 décembre 1961.

Budgets :

Projet de loi contenant le budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie pour l'exercice 1964.

Présenté par Gouvernement, n° 4-XIII/1 de 1963-1964.

Rapporteur : M. Van Winghe.

Commerce et industrie :

Proposition de loi instituant une Commission nationale de contrôle de l'industrie de la meunerie.

Présentée par M. Moulin, n° 207/1 du 23 novembre 1961.

Brevets :

1. Proposition de loi prorogeant les délais en matière de propriété industrielle, en ce qui concerne le paiement des annuités de brevet.

Présentée par M. Charpentier, n° 38/1 du 25 mai 1961.

2. Projet de loi modifiant la loi du 24 mai 1854 sur les brevets d'invention.

Présenté par le Gouvernement, n° 647/1 du 29 octobre 1963.

Commerce de détail :

Proposition de loi tendant à réprimer certains procédés anormaux de concurrence dans le commerce de détail.

Présentée par M. Vanden Boeynants, n° 191/1 du 8 novembre 1961.

Langues :

Proposition de loi tendant à réglementer l'emploi des langues dans les entreprises.

Présentée par M. Van der Elst, n° 322/1 du 22 mars 1962.

Prix :

Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

Présentée par M. Charpentier, n° 121/1 du 11 juillet 1961.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Administrations publiques :

Proposition de loi tendant à compléter l'article 3, 2°, de la loi du 6 avril 1962 relative aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant en vue de promouvoir l'équilibre linguistique

dans la carrière du service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives.

Présentée par M. Saintraint, n° 444/1 du 31 octobre 1962.

Amendement de M. Saintraint, n° 444/2 du 4 décembre 1962.

Affaires étrangères :*Assurances sociales :*

Projet de loi portant approbation de la Convention européenne concernant la sécurité sociale des travailleurs des transports internationaux, signée à Genève, le 9 juillet 1956.

Présenté par le Gouvernement, n° 331/1 de 1958-1959.

Amendement de M. Drèze, n° 331/2 du 2 février 1960.

Rapporteur : M. Van Eynde.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.

Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

Droit international privé :

1. Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, relatif à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles, signé à Bruxelles, le 7 janvier 1955; b) Convention additionnelle à ce Traité, signée à La Haye, le 3 juillet 1956.

Amendé par le Sénat, n° 387/3 du 4 juillet 1957.

Rapporteur : M. Pierson.

2. Projet de loi portant approbation de la Convention sur les droits politiques de la femme, conclue à New-York, le 31 mars 1953.

Présenté par le Gouvernement, n° 644/1 du 21 octobre 1963.

Transports aériens :

Projet de loi relatif aux accords aériens internationaux contenant une clause compromissoire.

Présenté par le Gouvernement, n° 645/1 du 23 octobre 1963.

Union Economique belgo-luxembourgeoise :

Projet de loi portant approbation des protocoles suivants conclus entre le royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : a) Protocole portant révision des conventions instituant l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise; b) Protocole spécial relatif à l'agriculture; c) Protocole spécial relatif au régime d'association monétaire, signés à Bruxelles, le 29 janvier 1963.

Présenté par le Gouvernement, n° 609/1 du 2 juillet 1963.

Budgets :

Projet de loi contenant le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1964 (crédits afférents aux Affaires étrangères).

Présenté par le Gouvernement, n° 4-IX/1 de 1963-1964.

Colonies (budget ordinaire Ruanda-Urundi) :

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1960.

Présenté par le Gouvernement, n° 536/1 du 31 mai 1960.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.

Relevé de caducité par la loi du 25 avril 1962.

Rapporteur : M. Willot.

Colonies (budget extraordinaire Ruanda-Urundi) :

Projet de loi contenant le budget extraordinaire du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1960.

Présenté par le Gouvernement, n° 537/1 du 31 mai 1960.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.

Relevé de caducité par la loi du 25 avril 1962.

Rapporteur : M. Willot.

Colonies (budget recettes et dépenses Ruanda-Urundi) :

Projet de loi contenant le budget des Recettes et des Dépenses ordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1961.

Projet transmis par le Sénat, n° 602/1 du 21 juin 1963.

Rapporteur : M. Willot.

Congo :

Proposition de résolution relative à la nécessité de la protection des vies humaines en République du Congo.

Présentée par M. Saintraint, n° 469/1 du 11 décembre 1962.

Traité d'amitié :

Projet de loi portant approbation du Traité général d'amitié, d'assistance et de coopération entre le Royaume de Belgique et la République du Congo, signé à Léopoldville, le 29 juin 1960.

Présenté par le Gouvernement, n° 598/1 de 1959-1960.

Rapporteur : M. Mertens de Wilmars.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.

Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE.**Administrations publiques :**

1. Proposition de loi modifiant le statut des agents de l'Etat organisé par l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Présentée par M. Van Winghe, n° 31/1 du 24 mai 1961.

2. Proposition de loi relative à l'assimilation aux agents temporaires de l'Etat belge, des agents temporaires de l'ex-Ministère des Affaires Africaines.

Présentée par M. Saintraint, n° 184/1, du 8 novembre 1961.

3. Proposition de loi relative au recrutement et à la régularisation du personnel temporaire et assimilé des services de l'Etat et des organismes d'intérêt public.

Présentée par M. Mundeleer, n° 254/1 du 21 décembre 1961.

4. Proposition de loi relative à la régularisation à titre définitif du personnel temporaire et auxiliaire des administrations de l'Etat.

Présentée par M. Brouhon, n° 270/1 du 24 janvier 1962.

Amendements de M. Cudell, n° 270/2 du 31 janvier 1962.

5. Proposition de loi portant des mesures temporaires relatives à certains concours d'accès aux emplois définitifs des administrations de l'Etat.

Présentée par M. Gelders, n° 344/1 du 11 avril 1962.

6. Proposition de loi relative à la réaffectation des agents du Ministère des Affaires Africaines.

Présentée par M. Demuyter, n° 362/1 du 22 mai 1962.

Congo :*Personnel :*

1. Proposition de loi tendant à régler la situation des membres

du personnel de carrière des cadres de l'Administration d'Afrique.

Présentée par M. Saintraint, n° 116/1 du 11 juillet 1961.

2. Proposition de loi octroyant aux anciens membres du personnel de carrière de l'administration d'Afrique, relevés pour inaptitude physique, le bénéfice des conditions de recrutement octroyées aux bénéficiaires de la loi du 27 juillet 1961.

Présentée par M. Saintraint, n° 180/1 du 8 novembre 1961.

3. Proposition de loi modifiant l'article 12 de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique et déterminant la durée pendant laquelle pourra être accordée l'indemnité dite « de compensation et de réadaptation ».

Présentée par M. Saintraint, n° 219/1 du 30 novembre 1961.

4. Proposition de loi tendant à modifier les articles 12 et 28 de la loi du 27 juillet 1961, portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique.

Présentée par M. Saintraint, n° 227/1 du 7 décembre 1961.

5. Proposition de loi tendant à modifier en ce qui concerne le calcul de la durée des services prestés, la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur des agents de complément de l'Administration d'Afrique.

Présentée par M. Saintraint, n° 239/1 du 14 décembre 1961.

6. Proposition de loi complétant l'article 26 de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel d'Afrique.

Présentée par M. Saintraint, n° 259/1 du 9 janvier 1962.

7. Proposition de loi supprimant l'article 25 de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique.

Présentée par M. Saintraint, n° 346/1 du 11 avril 1962.

Droit public :*Conseils nationaux et régionaux :*

Proposition de loi portant création de conseils régionaux provinciaux en attendant la révision de la Constitution.

Présentée par M. Dejae, n° 94/1 du 27 juin 1961.

Guerre :*Réfugiés :*

Proposition de loi en vue de faciliter l'intégration des réfugiés politiques dans la vie économique et sociale belge.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 67/1 du 14 juin 1961.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE.**Agriculture :**

Proposition de loi de cadre de reconversion agricole.
Présentée par M. Bary, n° 530/1 du 13 mars 1963.

Crédit :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création de l'Institut National de Crédit agricole.
Présentée par M. De Clercq (W.), n° 612/1 du 10 juillet 1963.

Budgets :

Projet de loi contenant le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1964.

Présenté par le Gouvernement, n° XII/1 de 1963-1964.

Droit civil :*Bail à ferme :*

Proposition de loi modifiant les conditions des congés en matière de baux à ferme.

Présentée par M. Frère, n° 285/1 du 8 février 1962.

Expropriation :

Proposition de loi complétant la législation en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de sauvegarder les intérêts de l'agriculture et de l'horticulture.

Présentée par M. Van den Eynde, n° 203/1 du 21 novembre 1961.

Rapporteur : M. Discry.

COMMISSION DES CLASSES MOYENNES.**Allocations familiales :**

Proposition de loi tendant à réadapter les allocations familiales en faveur des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Cooreman, n° 88/1 du 20 juin 1961.

Assurances sociales :*Vieillesse et décès prématuré :*

1. Proposition de loi modifiant la loi du 28 mars 1960 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Présentée par M. De Paep, n° 174/1 du 8 novembre 1961.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté-royal du 15 avril 1960 relatif à l'introduction et à l'instruction des demandes de pension, au paiement des prestations et aux juridictions administratives dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Hicquet, n° 503/1 du 7 février 1963.

Budgets :

Projet de loi contenant le budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1964.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-XIV/1 de 1963-1964.

Commerce et industrie :*Commerce de détail :*

1. Projet de loi relatif à la vente avec primes.

Présenté par le Gouvernement, n° 832/1 de 1957-1958.

Amendements de M. Pierson, n° 832/2 du 4 mars 1958.

Rapporteur : M. Merchiers.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.

Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

2. Proposition de loi réglant la vente avec primes.

Présentée par M. Charpentier, n° 36/1 du 25 mai 1961.

Amendements du Gouvernement, n° 36/2 du 6 novembre 1961.

Sous-amendement de M. Moyersoen, n° 36/3 du 1 décembre 1961.

Rapporteur : M. Lebas.

3. Proposition de loi tendant à favoriser l'achat en commun par les petits et moyens établissements de vente au détail.

Présentée par M. Van Offelen, n° 58/1 du 8 juin 1961.

Vente publique :

Proposition de loi portant modification des lois coordonnées du 20 mai 1846, du 29 mars 1929 et du 16 août 1932, sur les ventes publiques de marchandises neuves et usagées.

Présentée par M. De Nolf, n° 20/1 du 18 mai 1961.

Amendements de M. Hermans, n° 20/2 du 14 novembre 1961.

COMMISSION DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE.**Budgets :**

Projet de loi contenant le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1964 (crédits afférents au Commerce extérieur).

Présenté par le Gouvernement, n° 4-IX de 1963-1964.

Pensions :*Pensions civiles :*

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 14 mars 1960 portant garantie par l'État belge des pensions, rentes, allocations et autres avantages à charge du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

Présentée par M. Saintraint, n° 580/1 du 28 mai 1963.

COMMISSION DES COMMUNICATIONS, DES POSTES,**TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.****Impôts :***Fiscalité provinciale et communale :*

Projet de loi permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur.

Transmis par le Sénat, n° 310/1 du 8 mars 1962.

Amendements de M. Denis, n° 310/2 du 10 mai 1962.

5 juin 1962. — Renvoyé aux Commissions réunies de l'Intérieur et des Communications.

Amendement de M. Saintraint, n° 310/3 du 17 juin 1963.

Roulage :

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} août 1899 portant révision de la législation et des règlements sur la police du roulage.

Présenté par le Gouvernement, n° 630/1 du 19 juillet 1963.

Amendement de M. Van Winghe, n° 630/2 du 23 octobre 1963.

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Commerce et industrie :*Armes et munitions :*

1. Proposition de loi relative à la fabrication et au commerce des armes et des munitions et au port des armes.
Présentée par M. Denis, n° 26/1 du 23 mai 1961.
2. Proposition de loi instituant le contrôle du prix de revient des fournitures d'armements faites au Ministère de la Défense nationale et le contrôle des bénéfices réalisés par les entreprises privées à l'occasion de ces fournitures.
Présentée par M. Denis, n° 27/1 du 23 mai 1961.
3. Proposition de loi instituant le contrôle général des firmes se livrant à la fabrication ou au commerce d'armes de guerre ou d'armes à feu de défense ou de munitions destinées à ces armes.
Présentée par M. Denis, n° 28/1 du 23 mai 1961.

Guerre :*Évadés :*

Projet de loi établissant un statut des évadés de guerre.
Transmis par le Sénat, n° 132 du 20 décembre 1951.

Amendement du Gouvernement, n° 122 du 21 janvier 1953.
Rapport de M. Verboven, n° 400 du 19 mai 1953.
Amendement de M. Namèche, n° 469 du 9 juin 1953.
Amendements de M. Terfve, n° 478 du 10 juin 1953.
Le 10 juin 1953. — Renvoi à la Commission de la Défense nationale.

Gendarmerie :

Proposition de loi relative aux barèmes des traitements du personnel de la Gendarmerie.
Présentée par M. Verbaanderd, n° 260/1 du 9 janvier 1962.

Militaires (statut) :

1. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 21 juin 1960 portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre dans les forces belges en Grande-Bretagne.
Présentée par M. De Kinder, n° 281/1 du 7 février 1962.
Amendement de M. De Kinder, n° 281/2 du 5 avril 1963.
2. Proposition de loi complétant la loi du 21 juin 1960 portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les Forces belges en Grande-Bretagne.
Présentée par M. Jaminet, n° 351/1 du 8 mai 1962.

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE.

Administrations publiques :

Proposition de résolution relative à la scission des services du Département de l'Éducation nationale et de la Culture.
Présentée par M. Van der Elst, n° 215/1 du 28 novembre 1961.

Art de guérir :

Projet de loi permettant aux Belges, porteurs de certains diplômes scientifiques relatifs à l'art de guérir, d'exercer cet art.
Présenté par le Gouvernement, n° 551/1 du 2 avril 1963.
Amendements de M. Saintraint, n° 551/2 du 23 avril 1963.

Arts, sciences et lettres :

Proposition de loi portant réorganisation du théâtre lyrique en Belgique en érigeant en établissements d'intérêt public les scènes lyriques de Gand, d'Anvers, de Mons et de Liège.
Présentée par M. De Sweemer, n° 604/1 du 27 juin 1963.

Budgets :

Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1964.
Présenté par le Gouvernement, n° 4-XIX de 1963-1964.

Enseignement :

Proposition de loi fixant le statut du personnel enseignant belge chargé d'une mission scientifique.
Présentée par M. De Clercq, n° 44/1 du 30 mai 1961.

Enseignement moyen :

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1881 sur l'enseignement moyen.
Transmis par le Sénat, n° 330 de 1949-1950.
Amendement de M. Deconinck (J.), n° 577 du 27 juin 1951.

Enseignement primaire :

1. Projet de loi complétant la loi organique de l'enseignement primaire.
Transmis par le Sénat, n° 204 du 22 février 1949.
Rapport de M. Verbist, n° 241 du 16 février 1950.
Le 28 février 1950. — Renvoi à la Commission de l'Instruction publique.
2. Proposition de loi modifiant l'article 30 des lois sur l'enseignement primaire coordonnées le 20 août 1957.
Présentée par M. Eneman, n° 533/1 du 14 mars 1963.

3. Proposition de loi modifiant les articles 20, 69 et 71 des lois coordonnées sur l'enseignement primaire.
Présentée par M. Loos, n° 539/1 du 27 mars 1963.

Enseignement supérieur :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 27 décembre 1956 relative à l'équivalence des diplômes au profit des médecins exerçant leur art au Congo belge et au Ruanda-Urundi et étendant le champ d'application de la loi aux docteurs en médecine vétérinaire, aux licenciés en science dentaire et aux pharmaciens.
Présentée par M. Saintraint, n° 521/1 du 5 mars 1963.
2. Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les conditions d'admission aux examens des grades académiques, les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.
Présenté par le Gouvernement, n° 534/1 du 16 mars 1963.
Amendements de M. Posson, n° 534/2 du 24 avril 1963.
3. Projet de loi modifiant, notamment en ce qui concerne les matières d'examen et les programmes d'enseignement, les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires et la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'État.
Présenté par le Gouvernement, n° 605/1 du 28 juin 1963.
Amendements du Gouvernement, n° 605/2 du 29 octobre 1963.

Enseignement supérieur. — Salaire d'études :

Proposition de loi instituant un salaire d'études en faveur des étudiants de condition modeste.
Présentée par M. Harmegnies, n° 480/1 du 22 janvier 1963.

Langues :

1. Proposition de loi tendant à supprimer les classes de transmutation et l'enseignement français en Flandre.
Présentée par M. Mattheyssens, n° 272/1 du 25 janvier 1962.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1932, modifiée par la loi du 23 mars 1950, concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.
Présentée par MM. Vanderpoorten et De Clercq, n° 462/1 du 5 décembre 1962.

Pensions :*Pensions civiles :*

Projet de loi abrogeant l'article 8 de la loi du 30 janvier 1954 régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique.
Transmis par le Sénat, n° 168/1 du 1^{er} décembre 1954.

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL.

Assurances sociales :*Estropiés et mutilés .*

Proposition de loi portant rétablissement de l'autonomie du Fonds de formation, de réadaptation et de reclassement social des handicapés.

Présentée par M. De Cooman, n° 318/1 du 21 mars 1962.

Marins :

Projet de loi organisant un Pool des marins de la marine marchande.

Présenté par le Gouvernement, n° 468/1 du 11 décembre 1962.

Commerce et industrie :*Organisation de l'économie :*

Proposition de loi concernant l'organisation de l'économie et modifiant l'article 21, § 6, de la loi du 20 septembre 1948 modifiée par la loi du 18 mars 1950.

Présentée par M. Posson, n° 228/1 du 7 décembre 1961.

Droit pénal :*Liberté d'association :*

Proposition de loi modifiant la loi du 24 mai 1921 garantissant la liberté d'association.

Présentée par M. Van der Schueren, n° 292/1 du 15 février 1962. 13 novembre 1962. — Renvoyée aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

Organisation judiciaire :*Prud'hommes :*

Proposition de loi instituant des juridictions du travail.

Présentée par M. Major, n° 125/1 du 12 juillet 1961.

Professions :*Voyageurs de commerce :*

Projet de loi portant création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs de commerce.

Transmis par le Sénat, n° 95 du 24 avril 1945.

Rapport de M. Heyman, n° 194 du 29 août 1945.

Le 26 septembre 1945. — Renvoyé à la Commission du Travail et de la Prévoyance Sociale.

Travail :*Contrat d'emploi :*

Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat de louage de travail en cas de grève ou de lock-out.

Amendé par le Sénat, n° 392 du 9 mars 1954.

Amendements de M. De Paepé, n° 464/2 du 23 février 1956.

Rapport de M. D'haeseleer, n° 172/2 du 18 mars 1959.

Renvoyé en Commission le 15 avril 1959.

Contrat de travail :

Projet de loi relatif au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail.

Transmis par le Sénat, n° 621 de 1947-1948.

Rapporteur : M^{me} De Rlemaecker-Legot.

Durée du travail :

1. Proposition de loi portant modification de la loi du 14 juin 1921, instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures.

Présentée par M. Dejace, n° 81/1 du 15 juin 1961.

2. Projet de loi relatif à la durée du travail dans les secteurs publics et privés de l'économie nationale.

Présenté par le Gouvernement, n° 476/1 du 16 janvier 1963.

Amendement de M. De Staercke, n° 476/2 du 1^{er} février 1963.

Amendements de M. Van Doorne, n° 476/3 du 6 février 1963.

Amendements de M. Glineur, n° 476/4 du 14 février 1963.

Amendements de M. Major, n° 476/5 du 27 février 1963.

Amendement de M. Posson, n° 476/6 du 5 mars 1963.

Amendements de MM. Namèche et Schyns, n° 476/7 du 30 mai 1963.

Amendements de MM. De Staercke et Verhenne, n° 476/8 du 16 octobre 1963.

Rapporteur : M. Namèche.

Amendements de M. Van Doorne, n° 476/9 du 23 octobre 1963.

Amendements de M. Major, n° 476/10 du 30 octobre 1963.

Amendement de M. Verhenne, n° 476/11 du 8 novembre 1963.

Hygiène et sécurité du travail :

Projet de loi relatif aux mesures de sécurité à appliquer dans la fabrication, la manipulation et l'utilisation de substances et produits chimiques dangereux en vue de prévenir les accidents et les maladies professionnelles.

Transmis par le Sénat, n° 128/1 de 1958-1959.

Amendements du Gouvernement, n° 128/2 du 17 mars 1959.

Rapport de M. Bertrand, n° 128/3 du 18 mars 1959.

Le 12 novembre 1959, renvoyé à la Commission de l'Emploi et du Travail et pour avis à la Commission de la Santé Publique et de la Famille.

Rémunération :

Projet de loi tendant à conférer au Ministre de l'Emploi et du Travail le pouvoir de suppléer à la carence des Commissions Paritaires en matière de l'égalité des rémunérations des hommes et des femmes.

Présentée par M. Schyns, n° 491/1 du 30 janvier 1963.

Salaires :

1. Proposition de loi portant modification de l'article 23 de la loi du 20 juillet 1960 sur le salaire hebdomadaire garanti.

Présentée par M. Van Doorne, n° 251/1 du 21 décembre 1961.

2. Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 17, alinéas 2 et 3, de la loi du 10 décembre 1962, modifiant les lois du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti, les lois sur le contrat d'emploi coordonnées par l'arrêté royal du 20 juillet 1955, et la loi du 1^{er} avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure.

Présentée par M. Schyns, n° 482/1 du 24 janvier 1963.

Syndicats :

Proposition de loi relative aux syndicats ou autres associations groupant des patrons, des employés ou des ouvriers en vue de la défense de leurs intérêts professionnels.

Présentée par M. Demuyter, n° 87/1 du 10 juin 1961.

COMMISSION DES FINANCES.

Administrations publiques :

Proposition de loi accordant aux fonctionnaires, agents ou citoyens dont le traitement est supporté, fixé ou contrôlé par l'Etat et dont l'entrée en service a été notablement retardée par la guerre 1940-1945, une valorisation dans la carrière, le calcul du traitement et la pension.

Présentée par M. Parisi, n° 132/1 du 13 juillet 1961.

Amendements de M. Parisi, n° 132/2 du 25 octobre 1963.

Armée :*Chevrons de front :*

Proposition de loi tendant à revaloriser la rente pour chevrons de front des titulaires de la Carte de Feu et de leurs veuves.

Présentée par M. Delwaide, n° 218/1 du 28 novembre 1961.

Budgets :

1. Projet de loi portant premier ajustement des prévisions budgétaires pour l'exercice 1963.

Présenté par le Gouvernement, n° 586/1 du 11 juin 1963.

2. Budget des Pensions pour l'exercice 1964.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-III de 1963-1964.

3. Projet de loi contenant le budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1964.

Présenté par le Gouvernement, n° XXI/1 de 1963-1964.

4. Budget des Recettes et Dépenses pour l'exercice 1964.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-XXII de 1963-1964.

Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :

1. Projet de loi modifiant la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.
Présenté par le Gouvernement, n° 419/1 du 26 juillet 1962.
Amendements de M. De Staercke, n° 419/2 du 21 novembre 1962.
Rapporteur : M. Boeykens.
2. Proposition de loi portant modification de l'article 10 de la loi du 16 mars 1865 instituant une Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, modifiée par la loi du 29 juillet 1923.
Présentée par M. De Sweemer, n° 524/1 du 7 mars 1963.

Commerce et industrie :

- Proposition de loi relative : 1° au contrôle des banques, des sociétés d'assurances, des sociétés de crédit hypothécaire, des sociétés industrielles; 2° à la création d'un Comité National des Investissements; 3° à la création d'un Fonds National des Investissements en vue de permettre l'expansion harmonieuse et rapide de l'économie et d'assurer le plein emploi, l'élévation du niveau matériel et culturel du peuple.
- Présentée par M. Drumaux, n° 74/1 du 15 juin 1961.

Congo :*Personnel :*

1. Proposition de loi accordant à la veuve des agents tués au cours des événements qui ont suivi l'indépendance du Congo une rente complémentaire viagère.
Présentée par M. Saintraint, n° 183/1 du 8 novembre 1961.
2. Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes des événements du Congo.
Présentée par M. Charpentier, n° 355/1 du 8 mai 1962.

Cour des Comptes :

1. Proposition de loi visant à assurer un meilleur contrôle des dépenses publiques.
Présentée par M. Vanden Boeynants, n° 381/1 du 14 juin 1962.
Amendements de M. Vanden Boeynants, n° 381/2 du 7 février 1963.
Rapporteur : M. Parisis.
Le 12 février 1963. — Renvoi à la sous-commission de la Commission des Finances.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes.
Présentée par MM. Boeykens et Cools, n° 494/1 du 31 janvier 1963.
Rapporteur : M. Gelders.
Le 12 février 1963. — Renvoi à la sous-commission de la Commission des Finances.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes.
Présentée par M. De Clercq, W., n° 520/1 du 28 février 1963.
Rapporteur : M. Parisis.
Le 5 mars 1963. — Renvoi à la sous-commission de la Commission des Finances.

Finances :

1. Proposition de loi abrogeant le titre V de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.
Présentée par M. Drumaux, n° 149/1 du 20 juillet 1961.
2. Projet de loi suspendant l'application de la réduction de 7 % prévue à l'article 116, § 2, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.
Présenté par le Gouvernement, n° 643/1 du 18 octobre 1963.

Comptabilité de l'Etat :

Projet de loi rendant applicable aux agents temporaires et anciens agents temporaires du Ministère du Congo Belge et du Ruanda-Urundi rémunérés à charge du budget colonial, les dispositions de la loi du 10 novembre 1953, relative à l'abandon par l'Etat de certaines créances nées en raison de circonstances se rattachant à la guerre.

Transmis par le Sénat, n° 463/1 de 1959-1960.
Farde Greffe, n° 628/1 du 18 juillet 1963.
Amendements de M. Saintraint, n° 628/2 du 18 juillet 1963.

Guerre :*Dommages de guerre :*

Projet de loi modifiant la loi du 19 mai 1948 créant une Caisse autonome des dommages de guerre.
Présenté par le Gouvernement, n° 597/1 du 20 juin 1963.

Victimes civiles de la guerre :

1. Proposition de loi complétant l'article 18 de la loi relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.
Présentée par M. De Sweemer, n° 35/1 du 25 mai 1961.
2. Proposition de loi majorant de 24 % les pensions accordées aux victimes civiles de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945 ainsi qu'à leurs ayants droit.
Présentée par M. De Sweemer, n° 103/1 du 29 juin 1961.
3. Proposition de loi majorant les pensions octroyées aux victimes civiles de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945 ainsi qu'à leurs ayants droit.
Présentée par M. De Sweemer, n° 519/1 du 28 février 1963.

Impôts :*Impôts directs :*

1. Projet de loi tendant à réformer les commissions fiscales créées en vertu du § 3, de l'article 55, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.
Transmis par le Sénat, n° 255/1 du 23 mars 1955.
Amendements de M. Lefère, n° 255/2 du 29 mars 1955.
Amendements de M. Parisis, n° 255/3 du 18 mai 1955.
Rapporteur : M. Tielemans (Fr.).
 2. Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en vue de les mettre en concordance avec les lois sur la comptabilité de l'Etat.
Présenté par le Gouvernement, n° 391/1 de 1959-1960.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.
Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.
 3. Projet de loi modifiant la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus et la loi du 31 juillet 1963 modifiant, en ce qui concerne la fiscalité au profit des communes, les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et les lois coordonnées relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.
Présenté par le Gouvernement, n° 651/1 du 8 novembre 1963.
 4. Proposition de loi tendant à lier la taxation des revenus aux variations de l'index des prix de détail.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 54/1 du 8 juin 1961.
 5. Proposition de loi complétant l'article 39 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.
Présentée par M. De Clercq, n° 57/1 du 8 juin 1961.
 6. Proposition de loi tendant à réaliser une égalité fiscale plus complète entre travailleurs appointés ou salariés et travailleurs indépendants.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 85/1 du 20 juin 1961.
 7. Proposition de loi modifiant l'article 14 de l'arrêté royal du 10 avril 1951 portant coordination des dispositions légales relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.
Présentée par M. Charpentier, n° 267/1 du 23 janvier 1962.
 8. Proposition de loi modifiant la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.
Présentée par M. Frère, n° 306/1 du 7 mars 1962.
 9. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.
Présentée par M. De Clercq, n° 314/1 du 14 mars 1962.
 10. Proposition de loi modifiant exceptionnellement pour l'année 1963 l'article 5, § 2, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.
Présentée par M. Grootjans, n° 523/1 du 7 mars 1963.
 11. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus.
Présentée par M. Mattheyssens, n° 603/1 du 25 juin 1963.
 12. Projet de loi instaurant une taxe sur les appareils automatiques de divertissement.
Présenté par le Gouvernement, n° 642/1 du 17 octobre 1963.
- Impôts directs (jeux et paris) :*
- Projet de loi modifiant les lois relatives à la taxe sur les jeux et paris, coordonnées le 22 mars 1961.
Amendé par le Sénat, n° 493/3 du 17 juillet 1963.
Rapporteur : M. Lavens.

Impôts indirects :

1. Proposition de loi exonérant les livres de la taxe de transmission.
Présentée par M. De Sweemer, n° 96/1 du 27 juin 1961.
2. Proposition de loi complétant le 4° de l'article 22 de l'arrêté royal du 29 septembre 1938 sur les taxes assimilées au timbre.
Présentée par M. Charpentier, n° 565/1 du 15 mai 1963.
3. Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.
Présenté par le Gouvernement, n° 635/1 du 23 août 1963.
4. Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.
Présenté par le Gouvernement, n° 650/1 du 8 novembre 1963.

Pensions :*Pensions civiles :*

1. Proposition de loi portant octroi d'une indemnité annuelle de 800 francs aux agents pensionnés des services publics affiliés librement à une mutualité reconnue.
Présentée par M. Brouhon, n° 97/1 du 27 juin 1961.
2. Proposition de loi modifiant la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.
Présentée par M. Brouhon, n° 271/1 du 25 janvier 1962.
3. Proposition de loi tendant : a) à faire bénéficier les membres du personnel de l'enseignement technique de l'Etat du même régime de pension que celui attribué aux membres du personnel de l'enseignement moyen de l'Etat; b) à instaurer des règles identiques pour toutes les catégories de l'enseignement en ce qui concerne les bonifications d'ancienneté pour possession de certains diplômes ainsi que la prise en considération des services admissibles pour le calcul de la pension.
Présentée par M. Denis, n° 287/1 du 8 février 1962.
4. Proposition de loi complétant la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.
Présentée par M. Mundeleer, n° 300/1 du 27 février 1962.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie, modifiée par la loi du 2 août 1955.
Présentée par M. De Sweemer, n° 308/1 du 8 mars 1962.
6. Proposition de loi rendant applicable aux intérimaires permanents de l'enseignement de l'Etat, ainsi qu'aux intérimaires permanents de l'enseignement subventionné, assujettis à la loi du 30 janvier 1954, la législation sur les pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public.
Présentée par M. Eneman, n° 382/1 du 14 juin 1962.
Rapporteur : M. Lavens.
7. Proposition de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie.
Présentée par M. Lefebvre, R., n° 488/1 du 29 janvier 1963.
8. Proposition de loi relative aux pensions civiles.
Présentée par M. Lefebvre, R., n° 514/1 du 14 février 1963.
9. Proposition de loi modifiant la loi générale sur les pensions civiles et ecclésiastiques du 21 juillet 1844.
Présentée par M. Saintraint, n° 554/1 du 4 avril 1963.
10. Projet de loi relatif à l'organisation d'un régime de pension en faveur des Ministres, de leurs veuves et de leurs orphelins.
Présenté par le Gouvernement, n° 581/1 du 4 juin 1963.
Amendements de M. Saintraint, n° 581/2 du 17 juin 1963.
Rapporteur : M. Boeykens.
11. Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie d'anciens agents de l'Office des Séquestres.
Présenté par le Gouvernement, n° 646/1 du 29 octobre 1963.

Pensions militaires :

1. Proposition de loi modifiant l'article premier des lois sur les pensions de réparation.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 55/1 du 8 juin 1961.
2. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les pensions de réparation.
Présentée par M. De Sweemer, n° 92/1 du 20 juin 1961.
3. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les pensions militaires en ce qui concerne certains prisonniers politiques des guerres 1914-1918 et 1940-1945, par l'assimilation au temps de service à l'armée mise sur pied de guerre du temps passé en captivité.
Présentée par M. Parisis, n° 134/1 du 13 juillet 1961.
Amendement de M. Jaminet, n° 134/2 du 8 mai 1962.
4. Proposition de loi étendant aux anciens membres civils du Service de renseignements de contre-espionnage et de la Sécurité militaire de la guerre 1914-1918 l'application des avantages

(résultant de l'attribution de la qualité militaire) conférés aux agents de renseignements et d'action de la campagne 1940-1945.

- Présentée par M. Parisis, n° 137/1 du 13 juillet 1961.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 26 août 1947 sur les pensions de réparation.
Présentée par M. Dréze, n° 178/1 du 8 novembre 1961.
 6. Proposition de loi portant modification de l'article 25 de l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 approuvant le texte des lois coordonnées sur les pensions de réparation.
Présentée par M. Moriau, n° 216/1 du 28 novembre 1961.
Amendement de M. De Clercq, n° 216/2 du 20 mars 1962.
 7. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les pensions de réparation.
Présentée par M. Martel, n° 250/1 du 21 décembre 1961.
 8. Proposition de loi modifiant la loi du 24 avril 1958 créant, notamment, une rente de combattant et de captivité en faveur des combattants, des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre 1940-1945.
Présentée par M. Jaminet, n° 256/1 du 21 décembre 1961.
Amendement de M. Parisis, n° 256/2 du 24 avril 1962.
 9. Proposition de loi complétant et modifiant les lois du 9 juillet 1951 et du 24 avril 1958 relatives aux pensions militaires d'ancienneté en faveur de militaires ayant participé à l'une des deux guerres mondiales et ayant la qualité d'invalidé.
Présentée par M. Parisis, n° 330/1 du 29 mars 1962.
Rapporteur : M. De Sweemer.
 10. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les pensions militaires et les lois coordonnées sur les pensions de réparation.
Présentée par M. Van der Elst, n° 374/1 du 7 juin 1962.
 11. Proposition de loi modifiant la loi du 24 avril 1958 accordant, sous certaines conditions, une pension aux veuves qui ont épousé, après les faits dommageables, un bénéficiaire des lois sur les pensions de réparation, à créer une rente de combattant et de captivité en faveur des combattants, des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre de 1940-1945 et réalisant certains ajustements en matière de rente pour chevrons de front.
Présentée par M. Jaminet, n° 380/1 du 12 juin 1962.
 12. Proposition de loi tendant à doubler la rente attachée au chevron de captivité accordé aux militaires capturés par l'ennemi au cours de la campagne 1914-1918.
Présentée par M. Parisis, n° 399/1 du 3 juillet 1962.
 13. Proposition de loi tendant à compléter et modifier les lois du 9 juillet 1951 et du 2 avril 1958 relative aux pensions militaires en faveur de veuves et d'orphelins de militaires ayant participé à l'une des deux guerres mondiales et ayant la qualité d'invalidé.
Présentée par M. Parisis, n° 439/1 du 30 octobre 1962.
 14. Proposition de loi modifiant la loi du 9 mars 1953 réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix.
Présentée par M. D'haeseleer, n° 515/1 du 20 février 1963.
 15. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les pensions de réparation.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 559/1 du 9 avril 1963.
 16. Projet de loi : 1° majorant le taux des pensions des veuves, des orphelins et des ascendants de guerre ainsi que des personnes qui leur sont assimilées; 2° modifiant la composition du taux unique des pensions visées à l'article premier de la loi du 16 mars 1954; 3° instituant, en faveur des bénéficiaires des lois organisant le statut des prisonniers politiques, une rente viagère en réparation des séquelles tardives de l'internement et de la déportation; 4° élargissant le délai dans lequel le mariage avec la victime de guerre doit avoir été contracté pour donner droit à la pension de veuve prévue par la loi du 24 avril 1958; 5° complétant l'article 49 des lois coordonnées sur les pensions de réparation.
Transmis par le Sénat, n° 631/1 du 31 juillet 1963.
Amendements de M. Jaminet, n° 631/2 du 23 octobre 1963.
 17. Projet de loi modifiant les lois relatives aux pensions militaires, coordonnées le 11 août 1923.
Présenté par le Gouvernement, n° 641/1 du 8 octobre 1963.

Procédure civile :*Saisie :*

- Projet de loi tendant à instaurer une procédure spéciale de saisie-arrêt pour les recouvrements à effectuer par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.
Transmis par le Sénat, n° 491/1 de 1959-1960.
Rapporteur : M. Barbé.

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR.

Administrations publiques :

1. Proposition de loi concernant la création d'un arrondissement administratif de Mouscron en Flandre Occidentale.
Présentée par M. Devos, n° 7/1 du 4 mai 1961.
2. Proposition de loi relative à l'épuration civique en matière administrative.
Présentée par M. Van den Daele, n° 105/1 du 29 juin 1961.
3. Proposition de loi relative à la création dans le Brabant, de deux arrondissements administratifs : Assche-Hal et Vilvorde-Saventhem.
Présentée par M. Verbaanderd, n° 204/1 du 21 novembre 1961.

Langues :

1. Projet de loi sur l'emploi des langues en matière administrative.
Transmis par le Sénat, n° 677 du 17 juillet 1953.
Amendements de M. Kofferschläger, n° 128 du 16 décembre 1953.
Amendement de M. Saint-Remy, n° 329 du 23 février 1954.
Amendement de M. Duret, n° 356 du 2 mars 1954.
2. Proposition de loi modifiant et étendant la portée des lois linguistiques.
Présentée par M. Dejace, n° 175/1 du 8 novembre 1961.
3. Proposition de loi modifiant et étendant la portée des lois linguistiques.
Présentée par M. Dejace, n° 274/1 du 30 janvier 1962.
4. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 8 novembre 1962, modifiant les limites des provinces, arrondissements et communes.
Présentée par M. Destenay, n° 592/1 du 13 juin 1963.

Armée :**Milice :**

1. Proposition de loi modifiant les articles 12 et 13 des lois coordonnées sur la milice, le recrutement et les obligations de service.
Présentée par M. Charpentier, n° 177/1 du 8 novembre 1961.
2. Projet de loi portant le statut des objecteurs de conscience.
Projet transmis, n° 589/1 du 12 juin 1963.
3. Proposition de loi modifiant l'article 10 des lois coordonnées sur la milice.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 596/1 du 18 juin 1963.

Communes :**Cimetières :**

- Proposition de loi ayant pour but de permettre aux communes la reprise des concessions abandonnées par les familles.
Présentée par M. Jaminet, n° 8/1 du 4 mai 1961.
Amendements de M. Cudell, n° 8/2 du 11 octobre 1961.
Rapporteur : M. Meyers.

Loi communale :

- Projet de loi modifiant les lois provinciale et communale en ce qui concerne les pouvoirs de police des gouverneurs de province, la nomination des commissaires de police et les sanctions à appliquer aux officiers et agents requis.
Présenté par le Gouvernement, n° 421/1 du 16 août 1962.

Personnel :

- Projet de loi portant statut syndical des agents des provinces, des communes, des personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes et des associations de communes non soumises à la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

- Transmis par le Sénat, n° 364/1 du 4 décembre 1959.
Amendements de M. Saint-Remy, n° 364/2 du 23 mars 1960.
Amendements de M. Bracops, n° 364/3 du 30 mars 1960.
Amendement de M. Bracops, n° 364/4 du 5 avril 1960.
Amendement de M. Bracops, n° 364/5 du 28 avril 1960.
Sous-amendements de M. Saint-Remy, n° 364/6 du 10 mai 1960.
Amendement de M. Saint-Remy, n° 364/7 du 5 juillet 1960.
Rapporteur : M. Piron.

Protection (sinistres) :

- Proposition de loi réglant l'organisation, par les communes, de la protection contre les sinistres.
Présentée par M. Lefèbre (R.), n° 345/1 du 11 avril 1962.

Droit public :**Contentieux administratif (Conseil d'Etat).**

- Proposition de loi relative à la réforme du contentieux administratif.
Présentée par M. De Staercke, n° 479/1 du 22 janvier 1963.
Avis du Conseil d'Etat, n° 479/2 du 8 juillet 1963.

Incompatibilités :

- Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que des membres et anciens membres des Chambres législatives.
Présentée par M. Moulin, n° 458/1 du 29 novembre 1962.

Impôts :**Fiscalité provinciale et communale :**

1. Proposition de loi relative au contentieux fiscal des pouvoirs subordonnés.
Présentée par M. De Staercke, n° 101/1 du 28 juin 1961.
2. Projet de loi permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur.
Transmis par le Sénat, n° 310/1 du 8 mars 1962.
Amendements de M. Denis, n° 310/2 du 10 mai 1962.
5 juin 1962. — Renvoyé aux Commissions réunies de l'Intérieur et des Communications.
Amendement de M. Saintraint, n° 310/3 du 17 juin 1963

Lois électorales :

1. Proposition de loi complétant l'article 136 du Code électoral, en vue d'accorder d'office le bénéfice du groupement provincial aux listes affiliées à un numéro d'ordre national, conformément à l'article 115bis du Code électoral.
Présentée par M. Charpentier, n° 84/1 du 20 juin 1961.
2. Proposition de loi introduisant dans le Code électoral un article 116bis en vue de dispenser de la présentation par des électeurs les membres sortants de l'une des Chambres.
Présentée par M. Charpentier, n° 98/1 du 27 juin 1961.
3. Proposition de loi fixant le nombre des députés et des sénateurs d'après les chiffres de la population.
Présentée par M. Van der Elst, n° 347/1 du 11 avril 1962.

Elections communales :

- Proposition de loi visant à octroyer le droit de vote à 18 ans pour les élections communales.
Présentée par M. Vanden Boeynants, n° 570/1 du 15 mai 1963.

Pensions :**Pensions civiles :**

1. Proposition de loi modifiant la loi du 5 juillet 1954 relative à la pension des bourgmestres et échevins et celle de leurs ayants droit.
Présentée par M. Van Winghe, n° 32/1 du 24 mai 1961.
2. Proposition de loi modifiant le régime des pensions du personnel communal en ce qui concerne certains prisonniers politiques de la guerre 1914-1918, par l'assimilation du temps passé en captivité au temps de service à l'armée sur pied de guerre.
Présentée par M. Parisi, n° 136/1 du 13 juillet 1961.
3. Proposition de loi modifiant la loi relative à la pension des bourgmestres et échevins et à celle de leurs ayants droit.
Présentée par M. Lebas, n° 393/1 du 26 juin 1962.

Protection civile :

- Projet de loi sur la protection civile.
Transmis par le Sénat, n° 537/1 du 21 mars 1963.
Rapporteur : M. Van den Eynde.

Provinces :**Lois provinciales :**

- Projet de loi modifiant les dispositions de la loi provinciale relative à la convocation des conseils provinciaux.
Transmis par le Sénat, n° 555/1 du 5 avril 1963.

COMMISSION DE LA JUSTICE.

Affaires étrangères :

Guerre :

Projet de loi relatif à la répression des infractions graves aux conventions internationales de Genève du 12 août 1949.
Présenté par le Gouvernement, n° 577/1 du 27 mai 1963.

Commerce et industrie :

Proposition de loi portant réglementation de l'établissement des entreprises commerciales.
Présentée par M. Van der Elst, n° 324/1 du 22 mars 1962.

Cultes :

Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1950 qui fixe les traitements des ministres du culte catholique.
Présentée par M. Charpentier, n° 48/1 du 6 juin 1961.
Amendement de M. Ollislaeger, n° 48/2 du 29 novembre 1962.

Droit civil :

Adoption :

Proposition de loi modifiant le chapitre I du Titre VIII du Livre I du Code civil.
Présentée par M. Harmel, n° 436/1 du 30 octobre 1962.
Rapporteur : M^{me} De Riemaecker-Legot.
Le 5 décembre 1962. — Renvoi à la sous-commission de la Commission de la Justice.

Bail à ferme :

Projet de loi modifiant l'article 1774, § 3, 2°, deuxième alinéa du Code civil.
Transmis par le Sénat, n° 612/1 de 1959-1960.
Rapporteur : M. Cooreman.

Contrat de mariage :

Projet de loi modifiant les articles 1409, 1424 et 1425 du Code civil relatif à la communauté légale et y introduisant un article 1424bis.
Amendé par le Sénat, n° 417/3 de 1955-1956.
Rapporteur : M. Mertens de Wilmars.

Indigénat :

1. Proposition de loi accordant certains délais pour l'acquisition de la nationalité belge.
Présentée par M. Parisis, n° 135/1 du 13 juillet 1961.
2. Proposition de loi relative au recouvrement de la nationalité belge par certaines personnes déchues en vertu de l'arrêté-loi du 20 juin 1945 sur la déchéance de la nationalité belge modifiée par la loi du 30 mars 1962.
Présentée par M. Schyns, n° 578/1 du 28 mai 1963.
3. Proposition de loi relative au recouvrement de la nationalité belge par certaines personnes déchues en vertu de la loi du 30 juillet 1934 concernant la déchéance de la nationalité.
Présenté par M. Schyns, n° 579/1 du 28 mai 1963.

Mariages :

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1958, étendant la capacité de la femme mariée et du mineur à certains dépôts d'épargne.
Transmis par le Sénat, n° 595/1 du 14 juin 1963.

Privilèges et hypothèques :

Proposition de loi relative à l'engagement de ne pas aliéner ni hypothéquer.
Présentée par M. Cudell, n° 313/1 du 13 mars 1962.

Propriété commerciale :

Proposition de loi portant modification de la loi du 30 avril 1951, modifiée par la loi du 29 juin 1955, sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.
Présentée par M. Cudell, n° 312/1 du 13 mars 1962.

Responsabilité civile.

1. Projet de loi modifiant, en ses dispositions transitoires, la loi du 1^{er} juillet 1956, relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles.
Présenté par le Gouvernement, n° 707/1 de 1960-1961.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.
Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.
2. Proposition de loi relative à la responsabilité civile de la puissance publique.
Présentée par M. De Staercke, n° 181/1 du 8 novembre 1961.
3. Proposition de loi insérant au Code civil un second alinéa à l'article 1386, établissant la responsabilité civile de l'Etat et des communes, en matière d'accidents de roulage.
Présentée par M. Saintraint, n° 243/1 du 14 décembre 1961.
4. Projet de loi interprétant les articles 9 et 10 de la loi du 1^{er} juillet 1956, relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.
Transmis par le Sénat, n° 511/1 du 14 février 1963.

Successions :

1. Proposition de loi créant une rémunération différée en faveur des enfants travaillant dans l'exploitation familiale.
Présentée par M. Discry, n° 364/1 du 22 mai 1962.
Amendements de M. Michel, n° 364/2 du 13 juin 1962.
Rapporteur : M. Cooreman.
Le 29 janvier 1963. — Renvoi à la Commission de l'Agriculture pour avis.
2. Proposition de loi octroyant une rétribution différée dans les secteurs agricole et horticole.
Présentée par M. Tindemans, n° 454/1 du 21 novembre 1962.
Rapporteur : M. Cooreman.
Le 29 janvier 1963. — Renvoi à la Commission de l'Agriculture pour avis.

Tutelle :

Projet de loi modifiant la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés.
Transmis par le Sénat, n° 544/1 du 29 mars 1963.
Amendements du Gouvernement, n° 544/2 du 4 juillet 1963.
Rapporteur : M. Hermans.

Droit commercial :

Lettre de change et billet à ordre :

Projet de loi établissant un nouveau texte néerlandais des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre.
Présenté par le Gouvernement, n° 634/1 du 14 août 1963.

Droit pénal :

Anormaux :

Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux.
Transmis par le Sénat, n° 601/1 du 21 juin 1963.
Rapporteur : M. Cooreman.

Code Pénal (texte néerlandais) :

Projet de loi portant établissement du texte néerlandais du Code Pénal.
Présenté par le Gouvernement, n° 636/1 du 28 août 1963.

Condammation et libération conditionnelle.

1. Projet de loi modifiant l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la condamnation conditionnelles.
Transmis par le Sénat, n° 135 du 20 décembre 1951.
2. Projet de loi modifiant l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle et les condamnations conditionnelles dans le système pénal.
Transmis par le Sénat, n° 715/1 du 16 février 1961.
3. Proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle et la condamnation conditionnelle dans le système pénal.
Présentée par M. Herblot, n° 457/1 du 28 novembre 1962.

Contraventions :

Proposition de loi relative à la lutte contre le bruit.
Présentée par M. Jaussens, n° 507/1 du 12 février 1963.
Amendement de M. Servais, n° 507/2 du 7 juin 1963.

Enfance :

1. Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.
Amendé par le Sénat n° 252 du 28 février 1952.
Rapporteur : M^{me} De Riemaecker-Legot.
2. Projet de loi sur la protection des mineurs d'âge.
Présenté par le Gouvernement, n° 885/1 de 1957-1958.
Rapporteur : M^{me} De Riemaecker-Legot.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.
Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

Liberté d'association :

Proposition de loi modifiant la loi du 24 mai 1921 garantissant la liberté d'association.
Présentée par M. Van der Schueren, n° 292/1 du 15 février 1962.
13 novembre 1962. — Renvoyée aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

Réhabilitation :

Projet de loi relatif à l'effacement des condamnations et à la réhabilitation en matière pénale.
Transmis par le Sénat, n° 576/1 du 24 mai 1963.
Amendement de M. Parisis, n° 576/2 du 18 juillet 1963.
Amendement de M. Saintraint, n° 576/3 du 31 juillet 1963.

Sûreté de l'État :

1. Proposition de loi tendant à accorder l'amnistie pour les délits contre la sûreté extérieure de l'État.
Présentée par M. Van der Elst, n° 248/1 du 19 décembre 1961.
2. Proposition de loi tendant à accorder la libération définitive aux condamnés pour infractions prévues au chapitre II du Livre II, au Titre I du Code pénal ainsi qu'aux articles 17 et 18 du Code pénal militaire.
Présentée par M. D. Deconinck, n° 470/1 du 13 décembre 1962.

Vol :

1. Proposition de loi complétant l'article 461 du Code pénal.
Présentée par M. Charpentier, n° 102/1 du 29 juin 1961.
2. Projet de loi complétant les articles 461 et 463 du Code pénal.
Présenté par le Gouvernement, n° 625/1 du 17 juillet 1963.

Enfance :

1. Proposition de loi tendant à créer une « Police spéciale de la Jeunesse ».
Présentée par M^{me} De Riemaecker-Legot, n° 301/1 du 27 février 1962.
2. Proposition de loi portant création d'un « Fonds national pour la protection sociale de la Jeunesse ».
Présentée par M^{me} De Riemaecker-Legot, n° 302/1 du 27 février 1962.
3. Proposition de loi sur la protection de la jeunesse.
Présentée par M. Terwagne, n° 416/1 du 19 juillet 1962.

Etrangers :

Projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers.
Transmis par le Sénat, n° 543/1 du 29 mars 1963.
Rapporteur : M. Vanderpoorten.

Guerre :**Service de renseignement et d'action :**

Projet de loi fixant la date ultime de recevabilité de candidatures au bénéfice du statut des agents de renseignements et d'action.
Présenté par le Gouvernement, n° 460/1 de 1955-1956.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.
Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

Instruction criminelle :

1. Proposition de loi portant au double le nombre de jours fixant tous délais de recours en matière pénale.
Présentée par M. Charpentier, n° 297/1 du 21 février 1962.
Rapporteur : M. Terwagne.
2. Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale.
Projet amendé par le Sénat, n° 513/3 du 12 juin 1963.
Rapporteur : Vanderpoorten.
3. Projet de loi prorogeant les délais des actes de procédure en matière répressive lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un autre jour férié légal.
Transmis par le Sénat, n° 542/1 du 29 mars 1963.
Rapporteur : M. Robyns.

Jeunesse :

Projet de loi relatif à la protection de la jeunesse.
Présenté par le Gouvernement, n° 637/1 du 13 septembre 1963.

Notariat :

Proposition de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat.
Présentée par M. Martens, n° 490/1 du 30 janvier 1963.

Organisation judiciaire :**Barreau :**

Projet de loi relatif à l'exercice de la profession d'avocat et instituant des Conseils de discipline d'appel.
Transmis par le Sénat, n° 247 du 8 mars 1949.
Amendements du Gouvernement, n° 244 du 6 février 1951.
Rapporteur : M. De Gryse.

Langues :

1. Projet de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
Transmis par le Sénat, n° 369 du 4 mars 1954.
2. Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
Transmis par le Sénat, n° 370 du 4 mars 1954.

Notaires, avoués, huissiers :

Projet de loi instituant l'appel en matière disciplinaire pour les notaires, avoués et huissiers.
Transmis par le Sénat, n° 488 du 19 mai 1949.
Amendements de M. Lefèvre (Théo), n° 331 de 1949-1950.
Amendements de M. Lefèvre (Théo), n° 24 du 28 juin 1950.
Rapporteur : M. De Gryse.

Presse :

Projet de loi relatif à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste.
Transmis par le Sénat, n° 632/1 du 31 juillet 1963.

Procédure civile :**Compétence :**

Projet de loi concernant les pouvoirs du juge des référés.
Transmis par le Sénat, n° 493 du 19 mai 1949.
Rapporteur : M. Soudan.

Roulage :

Proposition de loi complétant la loi du 1^{er} août 1899 portant révision de la législation et des règlements sur la police de roulage.
Présentée par M. Charpentier, n° 293/1 du 15 février 1962.

COMMISSION DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.**Allocations familiales :**

1. Proposition de loi tendant à porter à 1 000 francs par mois à partir du troisième enfant les allocations familiales pour travailleurs salariés.
Présentée par M. Van den Daele, n° 104/1 du 20 juin 1961.
Rapporteur : M. Lavens.

2. Proposition de loi tendant à répartir équitablement entre tous les types de famille, les ressources supplémentaires procurées au régime des allocations familiales pour salariés, par la collectivité et par les employeurs.
Présentée par M^{me} Fontaine-Borguet, n° 385/1 du 14 juin 1962.

3. Proposition de loi visant à modifier l'article 62 de la loi du 4 août 1930 concernant les allocations familiales des travailleurs salariés et l'article 100 de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, pris en application de la loi du 10 juin 1937, concernant les allocations familiales des travailleurs indépendants.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 560/1 du 9 avril 1963.

4. Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.
Présenté par le Gouvernement, n° 638/1 du 27 septembre 1963.
Rapporteur : M^{me} Fontaine-Borquet.

Assurances sociales :

Accidents du travail :

1. Proposition de loi relative à la revalorisation des rentes des victimes des accidents du travail.
Présenté par M. Van den Daele, n° 91/1 du 20 juin 1961.
Rapporteur : M. Posson.

2. Proposition de loi relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail survenus entre le 10 mai 1940 et le 30 septembre 1944, sous l'empire de la législation allemande dans les territoires belges annexés par le Reich allemand.
Présentée par M. Schyns, n° 489/1 du 29 janvier 1963.

3. Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi sur les accidents du travail.
Présentée par M. Lebas, n° 593/1 du 13 juin 1963.

Sécurité sociale :

1. Proposition de loi sur l'instauration d'un régime d'assurance-maladie pour les étudiants.
Présentée par M. Jeunehomme, n° 13/1 du 5 mai 1961.

2. Proposition de loi portant remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques à 100 % en faveur des pensionnés, des invalides et des chômeurs, et à 75 % en général, par la modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.
Présentée par M. Glineur, n° 42/1 du 30 mai 1961.

3. Proposition de loi modifiant l'article 12 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale.
Présentée par M. De Staercke, n° 124/1 du 12 juillet 1961.

4. Projet de loi concernant l'application de la législation sur la sécurité sociale des travailleurs à certaines catégories de personnes.
Présenté par le Gouvernement, n° 591/1 du 13 juin 1963.
Amendements du Gouvernement, n° 591/2 du 10 octobre 1963.
Rapporteur : M. Lavens.

Vielllesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, et l'article 16 de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés.
Présentée par M. Olislaeger, n° 24/1 du 18 mai 1961.

2. Proposition de loi portant à partir du 1^{er} juin 1961 le minimum de la pension de retraite des ouvriers mariés à 41 000 francs, des isolés à 36 900 francs et des veuves à 27 000 francs.
Présentée par M. Glineur, n° 25/1 du 18 mai 1961.

3. Proposition de loi portant modification des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 11 mars 1954.
Présentée par M. Verbaanderd, n° 29/1 du 23 mai 1961.

4. Proposition de loi autorisant l'activité professionnelle pour toutes les personnes bénéficiaires d'une pension de vieillesse ou de survie.
Présentée par M. Charpentier, n° 37/1 du 25 mai 1961.

5. Proposition de loi relative à la pension de retraite et de survie des marins naviguant sous pavillon belge qui ont été victimes d'un accident du travail dans les causes duquel est intervenu un fait de guerre.
Présentée par M. Hicquet, n° 61/1 du 13 juin 1961.

6. Proposition de loi relative à la fixation des pensions des carrières mixtes et incomplètes.
Présentée par M. De Mey, n° 75/1 du 15 juin 1961.

7. Proposition de loi modifiant les lois relatives à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés.
Présentée par M^{me} Fontaine-Borquet, n° 80/1 du 15 juin 1961.
Rapporteur : M^{me} Copée-Gerbinet.

8. Proposition de loi garantissant aux employés une pension minimum identique.
Présentée par M. Van den Daele, n° 89/1 du 20 juin 1961.

9. Proposition de loi accordant à l'âge de 60 ans pour les hommes et de 55 ans pour les femmes, la pension de retraite et de survie des ouvriers au taux minimum de 75 % du salaire du manœuvre.
Présentée par M. Glineur, n° 120/1 du 11 juillet 1961.

10. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mai 1955, modifiée par celle du 1^{er} août 1957, relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers.
Présentée par M. D'haeseleer, n° 187/1 du 8 novembre 1961.

11. Proposition de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par arrêté du Régent du 12 septembre 1946.
Présentée par M. D'haeseleer, n° 188/1 du 8 novembre 1961.

12. Proposition de loi accordant une liberté de travail complète aux pensionnés.
Présentée par M. Lefèbre (R.), n° 341/1 du 11 avril 1962.

13. Proposition de loi créant un Institut National pour Personnes Agées.
Présentée par M. Hicquet, n° 464/1 du 6 décembre 1962.

14. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1957 portant règlement général du régime de retraite et de survie des employés.
Présentée par M. Hicquet, n° 502/1 du 7 février 1963.

15. Proposition de loi complétant la législation relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, employés, ouvriers mineurs et marins naviguant sous pavillon belge.
Présentée par M. Schyns, n° 506/1 du 12 février 1963.

Chômage :

Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office National du Placement et du Chômage, modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1951, et tendant à porter le taux de l'indemnité de chômage à 75 % du salaire avec un minimum de 725 francs par semaine.
Présentée par M. Glineur, n° 40/1 du 25 mai 1961.

Travail :

Vacances :

Proposition de loi instituant des « congés culturels » en faveur des jeunes travailleurs.
Présentée par M. Harmegnies, n° 95/1 du 27 juin 1961.

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Art de guérir :

Proposition de loi relative à la détermination de certains actes relevant de l'art de guérir.
Présentée par M. Cornet, n° 255/1 du 21 décembre 1961.

Assistance publique :

Proposition de loi modifiant les articles 49, 53 et 54 de la loi du 10 mars 1925, modifiée par les lois du 19 mars 1954 et 17 février 1961 sur l'Assistance Publique.
Présentée par M. Verhenne, n° 447/1 du 13 novembre 1962.

Commerce et industrie :

Beurre, margarine :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1935 relative aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles.
Présentée par M. Discry, n° 79/1 du 15 juin 1961.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1935, relative aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles.
Présentée par M. Tanghe, n° 118/1 du 11 juillet 1961.

Domaine de l'Etat :

Proposition de loi relative à la gestion, l'exploitation et la police du domaine de l'Etat, à Hofstade.
Présentée par M. Verbaanderd, n° 30/1 du 23 mai 1961.

Eaux et forêts :*Pollution des eaux :*

Proposition de loi modifiant la loi du 11 mars 1950 complétée par celle du 2 juillet 1956 sur la protection des eaux contre la pollution.
Présentée par M. De Sweemer, n° 41/1 du 25 mai 1961.

Epargne :

Proposition de loi portant création d'un Fonds national des prêts nuptiaux.
Présentée par M. Van Winghe, n° 34/1 du 25 mai 1961.

Guerre :*Prisonniers politiques :*

1. Proposition de loi modifiant les lois des 26 février 1947 et 10 mai 1954 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit.
Présentée par M. Jaminet, n° 299/1 du 27 février 1962.

2. Proposition de loi portant modification aux lois relatives au statut des prisonniers politiques et de leurs ayants-droit, coordonnées le 16 octobre 1954.
Présentée par M. Drèze n° 611/1 du 10 juillet 1963.

Résistance :

Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} septembre 1948 relative au statut des résistants par la presse clandestine.
Présentée par M. Demuyter, n° 229/1 du 7 décembre 1961.

Habitations :

1. Projet de loi établissant un Code du logement social.
Présenté par le Gouvernement, n° 694/1 de 1960-1961.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.
Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

2. Proposition de loi abrogeant les arrêtés royaux des 12, 13 et 14 décembre 1960 et du 28 février 1961 relatifs aux loyers de logements sociaux et l'octroi de primes à la construction.
Présentée par M. Dejace, n° 21/1 du 18 mai 1961.

3. Proposition de loi tendant à l'octroi de primes d'aménagement destinées à assainir le logement privé.
Présentée par M. Gillès de Pélichy, n° 363/1 du 22 mai 1962.

4. Proposition de loi complétant l'article 11, 3^o, de l'arrêté du Régent du 12 août 1948 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée d'habitations à bon marché, et de petites propriétés terriennes.
Présentée par M. Charpentier, n° 372/1 du 6 juin 1962.

5. Proposition de loi modifiant les conditions mises à l'obtention d'une prime à la construction ou à l'acquisition d'une habitation sociale ou d'une habitation y assimilée.
Présentée par M. Verbaanderd, n° 384/1 du 14 juin 1962.

6. Proposition de loi permettant aux locataires des logements sociaux d'accéder à la propriété.
Présentée par M. Drèze, n° 446/1 du 13 novembre 1962.
Amendements de M. Drèze, n° 446/2 du 13 juin 1963.
Amendement de M. Drèze, n° 446/3 du 4 juillet 1963.

7. Proposition de loi modifiant les conditions d'attribution de primes à la construction et à l'achat de logements sociaux.
Présentée par M. Drèze, n° 453/1 du 21 novembre 1962.
Amendements de M. Drèze, n° 453/2 du 4 juillet 1963.

8. Proposition de loi tendant à la promotion de la construction et de la vente d'habitations sociales par l'octroi d'avantages fiscaux.
Présentée par M. Drèze, n° 456/1 du 28 novembre 1962.

Santé publique :

1. Proposition de loi instaurant un Service national de Santé.
Présentée par M. Gliseur, n° 182/1 du 8 novembre 1961.

2. Proposition de loi relative aux denrées alimentaires, additifs, produits et objets usuels.
Présentée par M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 230/1 du 7 décembre 1961.
Rapporteur : M^{me} Fontaine-Borquet.

3. Projet de loi modifiant la loi du 4 août 1890 relative à la falsification des denrées alimentaires et portant, dans l'intérêt de la santé publique, des mesures en matière de denrées ou substances alimentaires et autres produits.
Présenté par le Gouvernement, n° 501/1 du 6 février 1963.
Amendements de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 501/2 du 28 mars 1963.

Rapporteur : M^{me} Fontaine-Borquet.
Amendements de M. Lenoir, n° 501/3 du 21 mai 1963.
Amendements du Gouvernement, n° 501/4 du 21 mai 1963.
Amendements du Gouvernement, n° 501/5 du 4 juillet 1963.
Sous-amendements de M. Lenoir, n° 501/6 du 9 juillet 1963.

4. Proposition de loi créant un Institut national du Cancer.
Présenté par M. Nazé, n° 567/1 du 15 mai 1963.

Travail :*Hygiène et sécurité du travail :*

Projet de loi relatif aux mesures de sécurité à appliquer dans la fabrication, la manipulation et l'utilisation des substances et produits chimiques dangereux en vue de prévenir les accidents et les maladies professionnelles.

Transmis par le Sénat, n° 128/1 de 1958-1959.
Amendements du Gouvernement, n° 128/2 du 17 mars 1959.

Rapport de M. Bertrand, n° 128/3 du 18 mars 1959.
Renvoyé pour avis à la Commission de la Santé Publique et de la Famille le 12 novembre 1959.

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS.**Budgets :**

Budget du Ministère des Travaux publics, pour l'exercice 1964.
Présenté par le Gouvernement, n° 4-XVI de 1963-1964.

Guerre :*Domages de guerre :*

1. Projet de loi déchargeant les sinistrés qui ont introduit une demande de constatation et d'évaluation des dommages de guerre de l'obligation d'introduire une nouvelle demande.
Transmis par le Sénat, n° 190 du 1^{er} octobre 1946.

2. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.
Présentée par M. Van der Schueren, n° 93/1 du 27 juin 1961.

3. Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.
Présentée par M. Schyns, n° 144/1 du 20 juillet 1961.

4. Proposition de loi modifiant la législation relative aux dommages de guerre.
Présentée par M. Van der Elst, n° 370/1 du 5 juin 1962.

5. Projet de loi modifiant les articles 3, 5 et 6bis des lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, coordonnées le 30 janvier 1954.
Présenté par le Gouvernement, n° 425/1 du 20 août 1962.
Amendements de M. Schyns, n° 425/2 du 30 octobre 1962.
Amendements de M. Kiebooms, n° 425/3 du 20 décembre 1962.
Amendement de : 1^o M. Geldof, 2^o M. Vander Schueren, n° 425/4 du 9 avril 1963.
Amendements du Gouvernement, n° 425/5 du 7 mai 1963.
Rapporteur : M. Van Cleemput.

IV. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération :

Administrations publiques :

Proposition de loi modifiant les lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947, assurant aux Belges mobilisés la réintégration dans leurs fonctions et accordant aux invalides de guerre, anciens combattants, membres de la Résistance, prisonniers politiques, veuves et orphelins de guerre, déportés, réfractaires au travail et autres victimes des guerres 1914-1918 et 1940-1945 un droit de priorité pour l'accès aux emplois publics, coordonnées par l'arrêté du Régent du 19 juin 1947.
Présentée par M. Nazé, n° 343/1 du 11 avril 1962.

Allocations familiales :

Proposition de loi modifiant l'article 9 de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 prévu par la loi du 10 juin 1937, étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non-salariés.
Présentée par M. Vanderpoorten, n° 522/1 du 5 mars 1963.

Assistance publique :

Proposition de loi organisant un nouveau régime d'intervention des pouvoirs publics en faveur des malades bénéficiaires de la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds Spécial d'Assistance.
Présentée par M. Nazé, n° 606/1 du 2 juillet 1963.

Assurances sociales :

Estropiés et mutilés :

Proposition de loi modifiant la loi du 15 mars 1954 modifiant et complétant la loi du 10 juin 1937, relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées.
Présentée par M. Sainte, n° 371/1 du 5 juin 1962.

Marins :

Proposition de loi octroyant aux pêcheurs de la pêche maritime les avantages accordés aux marins de la marine marchande, conformément à l'article 41bis inséré par l'arrêté royal du 23 avril 1959 dans l'arrêté royal du 24 octobre 1936, modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge.
Présentée par M. De Kinder, n° 557/1 du 9 avril 1963.

Sécurité sociale :

- Proposition de loi modifiant le décret du 7 août 1952 relatif à l'assurance contre la maladie et l'invalidité des employés coloniaux.
Présentée par M. Demuyter, n° 286/1 du 8 février 1962.
- Proposition de loi complétant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.
Présentée par M. Michel, n° 657/1 du 12 novembre 1963.

Vieillesse et décès prématuré :

- Proposition de loi relative au travail des pensionnés.
Présentée par M. Delhache, n° 190/1 du 8 novembre 1961.
- Proposition de loi relative aux pensionnés sollicitant la pension après l'âge de la retraite.
Présentée par M. Delhache, n° 353/1 du 8 mai 1962.
- Proposition de loi modifiant en faveur de certains agriculteurs et horticulteurs de condition modeste, la loi du 28 mars 1960 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.
Présentée par M. Dewulf, n° 585/1 du 11 juin 1963.

Chômage :

Proposition de loi supprimant les catégories de communes pour la fixation des taux en matière d'allocations de chômage.
Présentée par M. Schyns, n° 653/1 du 12 novembre 1963.

Commerce et industrie :

Proposition de loi relative à la création d'une Société régionale de Développement pour le Borinage.
Présentée par M. Drumaux, n° 145/1 du 20 juillet 1961.

Reviseurs d'entreprises :

Proposition de loi modifiant la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des reviseurs d'entreprises.
Présentée par M. Scheyven, n° 114/1 du 11 juillet 1961.

Communes :

Cimetières :

Proposition de loi attribuant aux communes le prix intégral d'une concession de sépulture.
Présentée par M. Detiège, n° 617/1 du 16 juillet 1963.

Loi communale :

Proposition de loi tendant à majorer le nombre des échevins de la ville de Bruges.
Présentée par M. F. Vandamme, n° 608/1 du 2 juillet 1963.

Congo :

Personnel :

Proposition de loi prorogeant la loi du 31 janvier 1961 portant certaines mesures provisoires en faveur des personnes ayant exercé des fonctions publiques ou autres au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi.
Présentée par M. Deconinck (D.), n° 131/1 du 12 juillet 1961.

Droit civil :

Objets trouvés :

Proposition de loi autorisant les administrations portuaires à procéder à la vente des objets et des biens trouvés dans les ports et dont le propriétaire reste inconnu.
Présentée par M. Detiège, n° 656/1 du 12 novembre 1963.

Propriété commerciale :

Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux.
Présentée par M. Piron, n° 14/1 du 5 mai 1961.

Successions :

Proposition de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages.
Présentée par M. Vandamme (F.), n° 329/1 du 28 mars 1962.

Tutelle :

Proposition de loi modifiant la loi du 18 juin 1850 modifiée par la loi du 28 décembre 1873 sur le régime des aliénés.
Présentée par M. De Staercke, n° 531/1 du 13 mars 1963.

Droit pénal :

Réhabilitation :

Proposition de loi modifiant la loi sur la réhabilitation en matière pénale.
Présentée par M. Lebas, n° 508/1 du 13 février 1963.

Sûreté de l'Etat :

Proposition de loi relative à l'épuration civique.
Présentée par M. Kiebooms, n° 626/1 du 18 juillet 1963.

Droit public :

Conseil d'Etat :

Proposition de loi modifiant les lois relatives au Conseil d'Etat.
Présentée par M. De Staercke, n° 148/1 du 20 juillet 1961.

Constitution :

Proposition de déclaration de révision de la Constitution.
Présentée par M. Paque, n° 140/1 du 13 juillet 1961.

Contentieux administratifs (trib. prov.) :

Proposition de loi créant des tribunaux administratifs provinciaux.
Présentée par M. De Staercke, n° 652/1 du 12 novembre 1963.

Eaux et forêts :*Pollution des eaux :*

Proposition de loi portant création d'une Société nationale pour la protection des eaux de surface.
Présentée par M. Hicquet, n° 150/1 du 20 juillet 1961.

Enquête parlementaire :

Proposition tendant à instituer une Commission d'enquête ayant pour mission de recueillir éventuellement l'avis des populations intéressées par les modifications des territoires, des provinces et communes prévues dans le projet de loi modifiant les limites des provinces, arrondissements et communes (projet n° 194).
Présentée par M. Terwagne, n° 435/1 du 30-octobre 1962.

Enseignement :

Proposition de loi tendant à régler uniformément la délivrance gratuite des livres et objets classiques aux élèves sans établir de discrimination selon le genre d'école qu'ils fréquentent.
Présentée par M. Eneman, n° 179/1 du 8 novembre 1961.

Enseignement supérieur :

Proposition de loi modifiant : 1° les lois sur la collation des grades académiques et le programme des études universitaires; 2° la loi sur l'organisation judiciaire; 3° la loi permettant aux femmes d'exercer la profession d'avocat; 4° la loi organique des conseils de prud'homme; 5° la loi autorisant l'accès des femmes à la magistrature; 6° la loi portant création d'un Conseil d'Etat; en vue d'assurer une réforme des études de droit.
Présentée par M. Pierson, n° 655/1 du 12 novembre 1963.

Epargne :

Proposition de loi instituant des prêts matrimoniaux complétant l'épargne prénuptiale.
Présentée par M. Claeys, n° 43/1 du 30 mai 1961.

Expropriation :

Proposition de loi modifiant la loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.
Présentée par M. Detière, n° 629/1 du 18 juillet 1963.

Finances :

Proposition de loi modifiant l'article 118 de la loi du 14 février 1961 d'expansion, de progrès social et de redressement financier.
Présentée par M. Delwaide, n° 607/1 du 2 juillet 1963.

Guerre :*Dommages de guerre :*

Proposition de loi accordant aux prisonniers de guerre capturés à l'étranger, la réparation des dommages de guerre aux biens privés.
Présentée par M. Namèche, n° 241/1 du 14 décembre 1961.

Séquestre :

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 6 juillet 1959 relative au séquestre et à la liquidation de biens, droits et intérêts allemands.
Présentée par M. Van der Schueren, n° 406/1 du 12 juillet 1962.

Habitations :

- Proposition de loi créant des primes à l'amélioration des logements.
Présentée par M. Delhache, n° 146/1 du 20 juillet 1961.
- Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1953, organisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société nationale de la Petite propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité.
Présentée par M. Charpentier, n° 566/1 du 15 mai 1963.

Impôts :*Impôts directs :*

- Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.
Présentée par M. Eeckman, n° 117/1 du 11 juillet 1961.
- Proposition de loi modifiant les lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le 10 avril 1951.
Présentée par M. Eeckman, n° 119/1 du 11 juillet 1961.
- Proposition de loi prorogeant la loi du 15 juillet 1959 tendant à favoriser l'absorption ou la fusion de sociétés et l'apport de branches d'activité.
Présentée par M. De Staercke, n° 185/1 du 8 novembre 1961.
- Proposition de loi tendant à modifier le 4° de l'article 25, § 7, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.
Présentée par M. De Staercke, n° 212/1 du 23 novembre 1961.

Lois électorales :

Proposition de loi modifiant la loi organique des élections provinciales et la loi électorale communale en vue d'abaisser l'âge d'éligibilité de 25 à 21 ans.
Présentée par M. Jeunehomme, n° 654/1 du 12 novembre 1963.

Elections communales :

Proposition de loi tendant à modifier la loi électorale communale.
Présentée par M. Kiebooms, n° 621/1 du 17 juillet 1963.

Organisation judiciaire :*Notaires, avoués, huissiers :*

Proposition de loi réglant la compétence des huissiers lors de la citation devant les justices de paix.
Présentée par M. Hermans, n° 115/1 du 11 juillet 1961.

Personnel :

Proposition de loi modifiant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, modifiée par la loi du 20 décembre 1957.
Présentée par M. Vanderpoorten, n° 532/1 du 14 mars 1963.

Prud'hommes :

Proposition de loi établissant le ressort territorial des Conseils de prud'hommes de Courtrai et de Mouscron.
Présentée par M. Verhenne, n° 622/1 du 17 juillet 1963.
Amendements de M. Demets, n° 622/2 du 31 juillet 1963.

Traitements :

Proposition de loi portant modification de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire en ce qui concerne les traitements des greffiers des Cours et Tribunaux.
Présentée par M. W. De Clercq, n° 481/1 du 22 janvier 1963.
Amendements de M. Janssens, n° 481/2 du 1^{er} mars 1963.

Pensions :*Pensions civiles :*

- Proposition de loi modifiant la loi du 2 août 1955 portant péréquation des pensions de retraite et de survie.
Présentée par M. Hicquet, n° 62/1 du 13 juin 1961.
- Proposition de loi garantissant des taux minima pour certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public.
Présentée par M. Lacroix, n° 176/1 du 8 novembre 1961.

Pensions militaires :

Proposition de loi complétant l'article 6 des lois sur les pensions militaires coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923.
Présentée par M. Demuyter, n° 17/1 du 16 mars 1961.

Professions :*Agents commerciaux :*

Proposition de loi établissant un statut des agents commerciaux.
Présentée par M. Cudell, n° 217/1 du 28 novembre 1961.

Santé publique :

Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne les conséquences de la diffusion et de l'absorption du Softénon.
Présentée par M. Moulin, n° 452/1 du 21 novembre 1962.

Tourisme :

Proposition de loi instaurant une prime destinée à promouvoir les nouvelles constructions et la modernisation indispensable d'hôtels et de maisons de pension.
Présentée par M. Piers, n° 298/1 du 27 février 1962.

Transport :*Automobiles :*

1. Proposition de loi, relative à la responsabilité pénale des conducteurs professionnels de véhicules à moteur.
Présentée par M. Major, n° 568/1 du 15 mai 1963.

2. Proposition de loi, modifiant en ce qui concerne la répression des infractions, les dispositions légales relatives au transport rémunéré de personnes.
Présentée par M. Major, n° 569/1 du 15 mai 1963.

Travail :*Apprentissage :*

Proposition de loi relative au contrat d'apprentissage dans les métiers et négoce.
Présentée par M. Cudell, n° 386/1 du 19 juin 1962.

Repos hebdomadaire :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 22 juin 1960 instaurant le repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce.
Présentée par M. Vandamme (R.), n° 438/1 du 30 octobre 1962.

2. Proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi du 22 juin 1960, instaurant le repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce.
Présentée par M. Detiège, n° 623/1 du 17 juillet 1963.

Chambre des Représentants

SESSION 1963-1964.

12 NOVEMBRE 1963.

**TABLEAU DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI
FIGURANT À L'ORDRE DES TRAVAUX DE LA CHAMBRE.**

SOMMAIRE :

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI D'APRÈS L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE :

	Pages
I. — Projets et propositions de loi dont les rapports sont faits	2
II. — Projets et propositions de loi sans rapport (art. 57 du Règlement)	4
III. — Projets et propositions de loi en Commissions :	
a) Commissions spéciales	4
b) Commission du Budget	4
c) Commissions permanentes :	
Affaires Economiques et Energie	4
Affaires Etrangères	4
Affaires Générales et Fonction Publique	5
Agriculture	6
Classes Moyennes	6
Commerce Extérieur et Assistance Technique	6
Communications, Postes, Télégraphes et Téléphones	6
Défense Nationale	7
Education Nationale et Culture	7
Emploi et Travail	8
Finances	8
Intérieur	11
Justice	12
Prévoyance Sociale	13
Santé Publique et Famille	14
Travaux Publics	15
IV. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération	16

N. B. — Les noms imprimés en italiques sont ceux de Représentants ayant cessé de faire partie de la Chambre.

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI D'APRÈS L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE.

(En ce qui concerne les projets de loi dont la Chambre a été saisie avant le 19 septembre 1944, il y a lieu de consulter le document de la Chambre n° 1 de la session extraordinaire 1949.)

I. — Projets et propositions de loi dont les rapports sont faits :

a) Projets de loi et propositions dont la Commission propose l'adoption.

Affaires étrangères :

Guerre :

Projet de loi portant approbation du Traité entre le royaume de Belgique et la République Fédérale d'Allemagne, relatif à l'indemnisation de victimes de la guerre et à l'échange de lettres, signés à Bruxelles, le 21 septembre 1962.

Présenté par le Gouvernement, n° 633/1 du 13 août 1963.
Rapport de M. Parisis, n° 633/2 du 28 octobre 1963.

Armée :

Officiers :

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

Transmis par le Sénat, n° 568/1 du 23 juin 1960.
Rapport de M^{me} de Moor-Van Sina, n° 568/2 du 16 février 1961.

Droit civil :

Successions :

Projet de loi modifiant l'article 776 du Code civil.
Transmis par le Sénat, n° 574/1 du 24 mai 1963.
Rapport de M. Herbiet, n° 574/2 du 11 juillet 1963.

Droit commercial :

Proposition de loi portant modification au Livre I, titre III, du Code de commerce relatif aux livres de commerce.

Présentée par M. Drèze, n° 66/1 du 14 juin 1961.
Amendements du Gouvernement, n° 66/2 du 20 mai 1963.
Rapport de M. Hermans, n° 66/3 du 12 juillet 1963.

Droit public :

Conseils nationaux et régionaux :

Projet de loi organique des Conseils culturels.
Transmis par le Sénat, n° 569/1 du 23 juin 1960.
Rapport de M. Mertens de Wilmars, n° 569/2 du 8 février 1961.
Amendement de M. Radoux, n° 569/3 du 14 février 1961.

Enfance :

Spectacles :

Projet de loi tendant à remplacer la loi du 1^{er} septembre 1920,

interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans.

Transmis par le Sénat, n° 379 du 12 mai 1953.

Rapport de M^{me} De Rlemaecker-Legot, n° 51 du 26 novembre 1953.
Amendements de : 1^o M. Dejardin et 2^o M^{me} Fontaine-Borguet, n° 52 du 26 novembre 1953.

Amendement de M. Fayat, n° 134 du 17 décembre 1953.

Amendements de : 1^o M. Pierson et 2^o M. Van Eynde, n° 208 du 27 janvier 1954.

Santé publique :

1. Projet de loi sur l'inspection médicale scolaire.

Présenté par le Gouvernement, n° 369/1 de 1959-1960.

Amendements du Gouvernement, n° 369/2 du 12 février 1960.

Amendements de : 1^o M. Vercauteren, 2^o M. Nazé, n° 369/3 du 23 février 1960.

Rapport de M^{me} Van Daele-Huys, n° 369/4 du 9 juin 1960.

Amendements de : 1^o M. Vercauteren, 2^o M. Nazé, n° 369/5 du 28 juin 1960.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.

Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

Renvoyé en Commission le 30 novembre 1961.

Amendements du Gouvernement, n° 536/2 du 21 mars 1963.

Amendements du Gouvernement, n° 536/3 du 5 juin 1963.

Amendements du Gouvernement, n° 536/4 du 20 juin 1963.

Rapport de M^{me} Van Daele-Huys, n° 536/5 du 11 juillet 1963.

Travail :

Rémunération :

Projet de loi concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

Présenté par le Gouvernement, n° 471/1 du 18 décembre 1962.

Amendement de M. Verhenne, n° 471/2 du 29 janvier 1963.

Amendement de M. De Paepe, n° 471/3 du 31 janvier 1963.

Amendement de M. Duvivier, n° 471/4 du 5 février 1963.

Amendement de M. Castel, n° 471/5 du 6 février 1963.

Amendements de M. Nyffels, n° 471/6 du 8 février 1963.

Amendement de M. Nyffels, n° 471/7 du 13 février 1963.

Amendements du Gouvernement, n° 471/8 du 20 février 1963.

Amendements de MM. Charpentier et Schijns, n° 471/9 du 29 mai 1963.

Amendements de M. Castel, n° 471/10 du 5 juin 1963.

Rapport de M. Lebas, n° 471/11 du 31 octobre 1963.

b) Projets de loi et propositions que la Commission propose de ne pas adopter.

Affaires étrangères :

Relations internationales :

Proposition de résolution relative à la conclusion d'un accord de non-agression entre les pays du pacte de Varsovie et ceux de l'O.T.A.N.

Présentée par M. Moulin n° 305/1 du 6 mars 1962.

Rapport de M. De Schryver, n° 305/2 du 11 avril 1962.

Agriculture :

1. Proposition de loi tendant à modifier les articles 51 et 58 du Code rural.

Présentée par M. Harmegnies, n° 147/1 du 20 juillet 1961.

Rapporteur : M. Saint-Remy.

2. Proposition de loi tendant : 1^o à la création d'une Commission Nationale Paritaire des prix agricoles ; 2^o à l'étude et à l'application de la liaison des prix à la production à l'évolution de l'indice des frais de production.

Présentée par M. Moulin, n° 517/1 du 27 février 1963.

Rapporteur : M. Breynne.

3. Projet de loi relatif aux poudrages et pulvérisations pendant la floraison au moyen de produits insecticides.

Transmis par le Sénat, n° 420 du 8 mai 1951.

Rapport de M. Massart, n° 864/2 du 18 février 1958.

Alcool :

Projet de loi modifiant l'article premier de la loi du 29 août 1919 concernant les débits de boissons fermentées.

Transmis par le Sénat, n° 302/1 du 26 mai 1955.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 494/2 du 6 avril 1960.

Armée :

Milice :

Projet de loi tendant à sauvegarder, jusqu'au jour qui sera fixé par arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix, les droits des personnes se trouvant à l'armée ou dans l'un des services et établissements qui en dépendent, ainsi que les droits des incapables ou de certaines sociétés dont elles sont les représentants légaux.

Réamendé par le Sénat, n° 181 du 22 août 1945.

Rapport de M. du Bus de Warnaffe, n° 45 du 30 novembre 1949.

Assurances sociales :*Sécurité sociale :*

1. Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 14 juillet 1951.

Transmis par le Sénat, n° 9/1 du 18 juin 1958.

Rapport de M. D'haeseleer, n° 9/2 du 16 avril 1959.

2. Proposition de loi tendant à une répartition plus équitable des charges patronales de la sécurité sociale et à la résorption du chômage.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 76/1 du 15 juin 1961.

Rapporteur : M. Duvivier.

Vieillesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi portant au 1^{er} juillet 1961, le taux de la pension de retraite des travailleurs indépendants mariés à 30 750 francs, à 24 250 francs pour les autres bénéficiaires et à 20 000 francs pour les veuves.

Présentée par M. Frère, n° 71/1 du 15 juin 1961.

Rapport de M. Goeman, n° 71/2 du 10 juillet 1962.

2. Proposition de loi relative à l'augmentation de la pension des assurés libres et des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Van den Daele, n° 90/1 du 20 juin 1961.

Rapport de M. Goeman, n° 90/2 du 10 juillet 1962.

Banques :

Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

Transmis par le Sénat, n° 927/1 de 1957-1958.

Rapport de M. Fimmers, n° 642/2 de 1959-1960.

Commerce et industrie :*Prix :*

Projet de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

Transmis par le Sénat, n° 639 du 29 juillet 1948.

Rapport de M. T'ahon, n° 486/2 du 27 mars 1956.

Ventes à tempérament :

Projet de loi complétant l'article 2 de la loi du 18 août 1887 et l'article 43bis de la loi du 25 mars 1876.

Transmis par le Sénat, n° 228 du 4 octobre 1945.

Rapporteur : M. Lambotte.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 485/2 du 24 janvier 1963.

Communes :*Loi communale :*

Projet de loi relatif à la majoration du nombre des échevins dans certaines communes de villégiature.

Transmis par le Sénat, n° 415 du 12 mars 1954.

Rapport de M. De Cooman, n° 94/2 du 17 juin 1954.

Droit civil :*Etat civil :*

Projet de loi complétant et interprétant la loi du 20 août 1948 relative aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et la rectification administrative de certains actes de décès.

Transmis par le Sénat, n° 570 du 27 juin 1951.

Rapport de M. T'ahon, n° 487/2 du 27 mars 1956.

Mariage :

Projet de loi relatif à l'inaliénabilité des biens, prévue par l'article 214j du Code civil.

Transmis par le Sénat, n° 599 du 10 juillet 1952.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 483/2 du 24 janvier 1963.

Droit pénal :*Sûreté de l'Etat :*

1. Proposition de loi portant suppression de l'article 123sexies du Code pénal.

Présentée par M. Van der Elst, n° 33/1 du 24 mai 1961.

Rapporteur : M. Hermans.

2. Projet de loi portant modification de l'article 123sexies du Code pénal.

Transmis par le Sénat, n° 516 du 19 juin 1952.

Amendements de M. Leclercq, n° 19 du 17 novembre 1953.

Rapport de M. Hermans, n° 88 du 8 décembre 1953.

Amendement de M. Deruelles, n° 146 du 29 décembre 1953.

Amendements de M. Leclercq, n° 148 du 7 janvier 1954.

Le 27 janvier 1954. — Renvoi à la Commission de la Justice.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 484/2 du 24 janvier 1963.

Enquête parlementaire :

Proposition tendant à instituer une Commission d'enquête parlementaire au sujet des irrégularités administratives commises dans le domaine linguistique lors du scrutin du 26 mars 1961.

Présentée par M. Van den Daele, n° 39/1 du 25 mai 1961.

Rapport de M. Saint-Remy, n° 39/2 du 19 juillet 1962.

Enseignement :*Enseignement supérieur :*

Proposition de loi organisant les cours du soir dans les universités et établissements d'enseignement supérieur de l'Etat.

Présentée par M. Drèze, n° 11/1 du 5 mai 1961.

Rapport de M. Lacroix, n° 11/2 du 20 décembre 1962.

Finances :

Proposition de loi visant à abroger la loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier du 14 février 1961.

Présentée par M. Moulin, n° 9/1 du 4 mai 1961.

Rapport de M. Lavens, n° 9/2 du 6 juin 1961.

Guerre :*Prisonniers de guerre :*

1. Proposition de loi modifiant la loi du 2 juillet 1932 relative à l'octroi d'un chevron de front aux prisonniers de guerre et aux internés.

Présentée par M. De Clercq, n° 45/1 du 30 mai 1961.

Rapport de M. Lamers, n° 45/2 du 9 avril 1963.

Amendement de M. De Clercq, n° 45/3 du 4 juillet 1963.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 2 juillet 1932 relative à l'octroi des chevrons de service aux prisonniers de guerre et aux internés.

Présentée par M. De Sweemer, n° 56/1 du 8 juin 1961.

Rapport de M. Lamers, n° 56/2 du 9 avril 1963.

Résistance :

Projet de loi consacrant l'existence officielle de l'Armée secrète et rétablissant son statut.

Transmis par le Sénat, n° 312 du 9 mars 1950.

Rapport de M. Namèche, n° 537/2 du 12 juin 1956.

Renvoyé en Commission le 16 avril 1959.

Rapport de M. Verboven, n° 590/2 du 12 juin 1963.

Impôts :*Impôts directs :*

1. Projet de loi complétant l'article 12 de la loi du 6 septembre 1895 relative aux recours en appel et en cassation en matière d'impôts directs.

Transmis par le Sénat, n° 826/1 de 1957-1958.

Amendements de M. Philippart, n° 826/2 du 12 février 1958.

Rapport de M. Tielemans (F.), n° 826/3 du 6 mars 1958.

2. Proposition de loi instituant : 1° un impôt unique sur les revenus; 2° l'enregistrement comptable des sociétés; 3° le cadastre des propriétés mobilières.

Présentée par M. Moulin, n° 189/1 du 8 novembre 1961.

Rapport de M. Detière, n° 189/2 du 1^{er} juin 1962.

Lois électorales :*Elections. — Propagande électorale :*

Projet de loi relatif à la protection de la propagande électorale.

Transmis par le Sénat, n° 226 du 17 octobre 1946.

Amendements de M. Philippart, n° 232 du 21 octobre 1946.

Rapport de M. Spinoy, n° 182 du 10 février 1949.

Organisation judiciaire :*Notaires, avoués, huissiers :*

Projet de loi relatif aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance.

Transmis par le Sénat, n° 443/1 du 24 février 1960.

Amendements de : 1° M. Lefèvre; 2° M. Lindemans, n° 443/2 du 2 mars 1960.

Rapport de M. Robyns, n° 443/3 du 18 mai 1960.

Pêche fluviale :

Projet de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale.

Transmis par le Sénat, n° 820/1 du 10 décembre 1957.

Rapport de M. Peiffer, n° 820/2 du 29 janvier 1958.

Amendement de M. Sainte, n° 820/3 du 20 mars 1958.

II. — Projets et propositions de loi sans rapport (art. 57 du Règlement) :

Affaires étrangères :

Europe :

Projet de loi portant approbation du Quatrième Protocole additionnel à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe, signé à Paris, le 16 décembre 1961.
Présenté par le Gouvernement, n° 639/1 du 1^{er} octobre 1963.

III. — Projets et propositions de loi en Commissions :

a) Commissions spéciales :

Chambres législatives :

Règlement Chambre :

Proposition de loi tendant à modifier l'article 20 du Règlement de la Chambre.

Présentée par M. Cooreman, n° 571/1 du 15 mai 1963.

Droit commercial :

Projet de loi portant : 1° modification de l'article 2 de la loi du 15 décembre 1872 comprenant les titres I à IV, livre I, du Code de commerce et, 2° abrogation de la loi du 28 février 1958 portant création du registre de l'artisanat.

Présenté par le Gouvernement, n° 631/1 de 1959-1960.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.

Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

Composition de la Commission :

Président : M. Moyersoen.

A. — Membres titulaires : MM. Charpentier, Décarpentrie, De Staercke, Hermans, Lebas, le Hodey, Saint-Remy, Tanghe, Van Damme, F., Van Hamme, Van Lindt; Boeykens, Breynne, Cudell, Detiège, Gruselin, Henry, Pierson, M^{me} Van der Veken-Van de Plas, MM. Van Winghe; Jeune-homme, Vanderpoorten.

B. — Membres suppléants : MM. Eeckman, Fimmers, Gillès de Péligny, Lavens, Lenoir, Parisis; Castel, M^{me} Copée-Gerbinet, MM. Gelders, Gillis; Boey.

Droit public :

Constitution :

1. Proposition de déclaration de révision de la Constitution.
Présentée par M. Dejace, n° 12/1 du 5 mai 1961.

Composition de la Commission :

Président : M. Moyersoen.

A. — Membres titulaires : MM. De Gryse, De Schryver, Fimmers, Harmel, Herbiet, Lefère (F.), Parisis, Smedts, Saint-Remy, Verroken, Wiggy; Bary, Bohy, Bracops, Collard (L.), De Kinder, Denis, Gruselin, Pierson, Terwagne, Van Acker (F.); Lefebvre (R.), De Clercq.

B. — Membres suppléants : MM. De Staercke, Hermans, Kiebooms, Lamalle, Lebas, Meyers; Anseele, De Groote, Harmegnies, Sainte, M^{me} Prince; M. Mundeleer.

2. Proposition de déclaration de révision de la Constitution.
Présentée par M. Van der Elst, n° 258/1 du 9 janvier 1962.

3. Proposition de déclaration de révision de la Constitution.
Présentée par M. Van der Elst, n° 275/1 du 31 janvier 1962.

4. Proposition de déclaration de révision de la Constitution.
Présentée par M. Moulin, n° 437/1 du 30 octobre 1962.

b) Commission du Budget.

Budgets :

1. Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1964.

Budget des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1964.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-I de 1963-1964.

Rapporteur : M. Scheyven.

2. Projet de loi contenant le budget de la Dette publique pour l'exercice 1964.

Présenté par Gouvernement, n° 4-II/1 de 1963-1964.

Rapporteur : M. Scheyven.

3. Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1964.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-V de 1963-1964.

Rapporteur : M. Scheyven.

c) Commissions permanentes.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DE L'ÉNERGIE.

Arts, sciences et lettres :

Projet de loi modifiant le statut de l'Institut pour l'encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture, refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957.

Transmis par le Sénat, n° 235/1 du 13 décembre 1961.

Budgets :

Projet de loi contenant le budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Énergie pour l'exercice 1964.

Présenté par Gouvernement, n° 4-XIII/1 de 1963-1964.

Rapporteur : M. Van Winghe.

Commerce et industrie :

Proposition de loi instituant une Commission nationale de contrôle de l'industrie de la meunerie.

Présentée par M. Moulin, n° 207/1 du 23 novembre 1961.

Brevets :

1. Proposition de loi prorogeant les délais en matière de propriété industrielle, en ce qui concerne le paiement des annuités de brevet.
Présentée par M. Charpentier, n° 38/1 du 25 mai 1961.

2. Projet de loi modifiant la loi du 24 mai 1854 sur les brevets d'invention.

Présenté par le Gouvernement, n° 647/1 du 29 octobre 1963.

Commerce de détail :

Proposition de loi tendant à réprimer certains procédés anormaux de concurrence dans le commerce de détail.

Présentée par M. Vanden Boeynants, n° 191/1 du 8 novembre 1961.

Langues :

Proposition de loi tendant à réglementer l'emploi des langues dans les entreprises.

Présentée par M. Van der Elst, n° 322/1 du 22 mars 1962.

Prix :

Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

Présentée par M. Charpentier, n° 121/1 du 11 juillet 1961.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Administrations publiques :

Proposition de loi tendant à compléter l'article 3, 2°, de la loi du 6 avril 1962 relative aux mesures temporaires et exceptionnelles permettant en vue de promouvoir l'équilibre linguistique

dans la carrière du service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'admission d'agents dans les 3^e et 4^e classes administratives.

Présentée par M. Saintraint, n° 444/1 du 31 octobre 1962.

Amendement de M. Saintraint, n° 444/2 du 4 décembre 1962.

Affaires étrangères :*Assurances sociales :*

Projet de loi portant approbation de la Convention européenne concernant la sécurité sociale des travailleurs des transports internationaux, signée à Genève, le 9 juillet 1956.

Présenté par le Gouvernement, n° 331/1 de 1958-1959.

Amendement de M. Drèze, n° 331/2 du 2 février 1960.

Rapporteur : M. Van Eynde.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.

Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

Droit international privé :

1. Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, relatif à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles, signé à Bruxelles, le 7 janvier 1955; b) Convention additionnelle à ce Traité, signée à La Haye, le 3 juillet 1956.

Amendé par le Sénat, n° 387/3 du 4 juillet 1957.

Rapporteur : M. Pierson.

2. Projet de loi portant approbation de la Convention sur les droits politiques de la femme, conclue à New-York, le 31 mars 1953.

Présenté par le Gouvernement, n° 644/1 du 21 octobre 1963.

Transports aériens :

Projet de loi relatif aux accords aériens internationaux contenant une clause compromissoire.

Présenté par le Gouvernement, n° 645/1 du 23 octobre 1963.

Union Economique belgo-luxembourgeoise :

Projet de loi portant approbation des protocoles suivants conclus entre le royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : a) Protocole portant révision des conventions instituant l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise; b) Protocole spécial relatif à l'agriculture; c) Protocole spécial relatif au régime d'association monétaire, signés à Bruxelles, le 29 janvier 1963.

Présenté par le Gouvernement, n° 609/1 du 2 juillet 1963.

Budgets :

Projet de loi contenant le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1964 (crédits afférents aux Affaires étrangères).

Présenté par le Gouvernement, n° 4-IX/1 de 1963-1964.

Colonies (budget ordinaire Ruanda-Urundi) :

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1960.

Présenté par le Gouvernement, n° 536/1 du 31 mai 1960.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.

Relevé de caducité par la loi du 25 avril 1962.

Rapporteur : M. Willot.

Colonies (budget extraordinaire Ruanda-Urundi) :

Projet de loi contenant le budget extraordinaire du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1960.

Présenté par le Gouvernement, n° 537/1 du 31 mai 1960.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.

Relevé de caducité par la loi du 25 avril 1962.

Rapporteur : M. Willot.

Colonies (budget recettes et dépenses Ruanda-Urundi) :

Projet de loi contenant le budget des Recettes et des Dépenses ordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1961.

Projet transmis par le Sénat, n° 602/1 du 21 juin 1963.

Rapporteur : M. Willot.

Congo :

Proposition de résolution relative à la nécessité de la protection des vies humaines en République du Congo.

Présentée par M. Saintraint, n° 469/1 du 11 décembre 1962.

Traité d'amitié :

Projet de loi portant approbation du Traité général d'amitié, d'assistance et de coopération entre le Royaume de Belgique et la République du Congo, signé à Léopoldville, le 29 juin 1960.

Présenté par le Gouvernement, n° 598/1 de 1959-1960.

Rapporteur : M. Mertens de Wilmars.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.

Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE.**Administrations publiques :**

1. Proposition de loi modifiant le statut des agents de l'Etat organisé par l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Présentée par M. Van Winghe, n° 31/1 du 24 mai 1961.

2. Proposition de loi relative à l'assimilation aux agents temporaires de l'Etat belge, des agents temporaires de l'ex-Ministère des Affaires Africaines.

Présentée par M. Saintraint, n° 184/1, du 8 novembre 1961.

3. Proposition de loi relative au recrutement et à la régularisation du personnel temporaire et assimilé des services de l'Etat et des organismes d'intérêt public.

Présentée par M. Mundeleer, n° 254/1 du 21 décembre 1961.

4. Proposition de loi relative à la régularisation à titre définitif du personnel temporaire et auxiliaire des administrations de l'Etat.

Présentée par M. Brouhon, n° 270/1 du 24 janvier 1962.

Amendements de M. Cudell, n° 270/2 du 31 janvier 1962.

5. Proposition de loi portant des mesures temporaires relatives à certains concours d'accès aux emplois définitifs des administrations de l'Etat.

Présentée par M. Gelders, n° 344/1 du 11 avril 1962.

6. Proposition de loi relative à la réaffectation des agents du Ministère des Affaires Africaines.

Présentée par M. Demuyter, n° 362/1 du 22 mai 1962.

Congo :*Personnel :*

1. Proposition de loi tendant à régler la situation des membres

du personnel de carrière des cadres de l'Administration d'Afrique.

Présentée par M. Saintraint, n° 116/1 du 11 juillet 1961.

2. Proposition de loi octroyant aux anciens membres du personnel de carrière de l'administration d'Afrique, relevés pour inaptitude physique, le bénéfice des conditions de recrutement octroyées aux bénéficiaires de la loi du 27 juillet 1961.

Présentée par M. Saintraint, n° 180/1 du 8 novembre 1961.

3. Proposition de loi modifiant l'article 12 de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique et déterminant la durée pendant laquelle pourra être accordée l'indemnité dite « de compensation et de réadaptation ».

Présentée par M. Saintraint, n° 219/1 du 30 novembre 1961.

4. Proposition de loi tendant à modifier les articles 12 et 28 de la loi du 27 juillet 1961, portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique.

Présentée par M. Saintraint, n° 227/1 du 7 décembre 1961.

5. Proposition de loi tendant à modifier en ce qui concerne le calcul de la durée des services prestés, la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur des agents de complément de l'Administration d'Afrique.

Présentée par M. Saintraint, n° 239/1 du 14 décembre 1961.

6. Proposition de loi complétant l'article 26 de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel d'Afrique.

Présentée par M. Saintraint, n° 259/1 du 9 janvier 1962.

7. Proposition de loi supprimant l'article 25 de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique.

Présentée par M. Saintraint, n° 346/1 du 11 avril 1962.

Droit public :*Conseils nationaux et régionaux :*

Proposition de loi portant création de conseils régionaux provinciaux en attendant la révision de la Constitution.

Présentée par M. Dejae, n° 94/1 du 27 juin 1961.

Guerre :*Réfugiés :*

Proposition de loi en vue de faciliter l'intégration des réfugiés politiques dans la vie économique et sociale belge.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 67/1 du 14 juin 1961.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE.**Agriculture :**

Proposition de loi de cadre de reconversion agricole.
Présentée par M. Bary, n° 530/1 du 13 mars 1963.

Crédit :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création de l'Institut National de Crédit agricole.
Présentée par M. De Clercq (W.), n° 612/1 du 10 juillet 1963.

Budgets :

Projet de loi contenant le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1964.

Présenté par le Gouvernement, n° XII/1 de 1963-1964.

Droit civil :*Bail à ferme :*

Proposition de loi modifiant les conditions des congés en matière de baux à ferme.

Présentée par M. Frère, n° 285/1 du 8 février 1962.

Expropriation :

Proposition de loi complétant la législation en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de sauvegarder les intérêts de l'agriculture et de l'horticulture.

Présentée par M. Van den Eynde, n° 203/1 du 21 novembre 1961.

Rapporteur : M. Discry.

COMMISSION DES CLASSES MOYENNES.**Allocations familiales :**

Proposition de loi tendant à réadapter les allocations familiales en faveur des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Cooreman, n° 88/1 du 20 juin 1961.

Assurances sociales :*Vieillesse et décès prématuré :*

1. Proposition de loi modifiant la loi du 28 mars 1960 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Présentée par M. De Paep, n° 174/1 du 8 novembre 1961.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté-royal du 15 avril 1960 relatif à l'introduction et à l'instruction des demandes de pension, au paiement des prestations et aux juridictions administratives dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Hicquet, n° 503/1 du 7 février 1963.

Budgets :

Projet de loi contenant le budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1964.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-XIV/1 de 1963-1964.

Commerce et industrie :*Commerce de détail :*

1. Projet de loi relatif à la vente avec primes.

Présenté par le Gouvernement, n° 832/1 de 1957-1958.

Amendements de M. Pierson, n° 832/2 du 4 mars 1958.

Rapporteur : M. Merchiers.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.

Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

2. Proposition de loi réglant la vente avec primes.

Présentée par M. Charpentier, n° 36/1 du 25 mai 1961.

Amendements du Gouvernement, n° 36/2 du 6 novembre 1961.

Sous-amendement de M. Moyersoen, n° 36/3 du 1 décembre 1961.

Rapporteur : M. Lebas.

3. Proposition de loi tendant à favoriser l'achat en commun par les petits et moyens établissements de vente au détail.

Présentée par M. Van Offelen, n° 58/1 du 8 juin 1961.

Vente publique :

Proposition de loi portant modification des lois coordonnées du 20 mai 1846, du 29 mars 1929 et du 16 août 1932, sur les ventes publiques de marchandises neuves et usagées.

Présentée par M. De Nolf, n° 20/1 du 18 mai 1961.

Amendements de M. Hermans, n° 20/2 du 14 novembre 1961.

COMMISSION DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE.**Budgets :**

Projet de loi contenant le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1964 (crédits afférents au Commerce extérieur).

Présenté par le Gouvernement, n° 4-IX de 1963-1964.

Pensions :*Pensions civiles :*

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 14 mars 1960 portant garantie par l'État belge des pensions, rentes, allocations et autres avantages à charge du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

Présentée par M. Saintraint, n° 580/1 du 28 mai 1963.

COMMISSION DES COMMUNICATIONS, DES POSTES,**TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.****Impôts :***Fiscalité provinciale et communale :*

Projet de loi permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur.

Transmis par le Sénat, n° 310/1 du 8 mars 1962.

Amendements de M. Denis, n° 310/2 du 10 mai 1962.

5 juin 1962. — Renvoyé aux Commissions réunies de l'Intérieur et des Communications.

Amendement de M. Saintraint, n° 310/3 du 17 juin 1963.

Roulage :

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} août 1899 portant révision de la législation et des règlements sur la police du roulage.

Présenté par le Gouvernement, n° 630/1 du 19 juillet 1963.

Amendement de M. Van Winghe, n° 630/2 du 23 octobre 1963.

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Commerce et industrie :*Armes et munitions :*

1. Proposition de loi relative à la fabrication et au commerce des armes et des munitions et au port des armes.
Présentée par M. Denis, n° 26/1 du 23 mai 1961.
2. Proposition de loi instituant le contrôle du prix de revient des fournitures d'armements faites au Ministère de la Défense nationale et le contrôle des bénéfices réalisés par les entreprises privées à l'occasion de ces fournitures.
Présentée par M. Denis, n° 27/1 du 23 mai 1961.
3. Proposition de loi instituant le contrôle général des firmes se livrant à la fabrication ou au commerce d'armes de guerre ou d'armes à feu de défense ou de munitions destinées à ces armes.
Présentée par M. Denis, n° 28/1 du 23 mai 1961.

Guerre :*Évadés :*

Projet de loi établissant un statut des évadés de guerre.
Transmis par le Sénat, n° 132 du 20 décembre 1951.

Amendement du Gouvernement, n° 122 du 21 janvier 1953.
Rapport de M. Verboven, n° 400 du 19 mai 1953.
Amendement de M. Namèche, n° 469 du 9 juin 1953.
Amendements de M. Terfve, n° 478 du 10 juin 1953.
Le 10 juin 1953. — Renvoi à la Commission de la Défense nationale.

Gendarmerie :

Proposition de loi relative aux barèmes des traitements du personnel de la Gendarmerie.
Présentée par M. Verbaanderd, n° 260/1 du 9 janvier 1962.

Militaires (statut) :

1. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 21 juin 1960 portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre dans les forces belges en Grande-Bretagne.
Présentée par M. De Kinder, n° 281/1 du 7 février 1962.
Amendement de M. De Kinder, n° 281/2 du 5 avril 1963.
2. Proposition de loi complétant la loi du 21 juin 1960 portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les Forces belges en Grande-Bretagne.
Présentée par M. Jaminet, n° 351/1 du 8 mai 1962.

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE.

Administrations publiques :

Proposition de résolution relative à la scission des services du Département de l'Éducation nationale et de la Culture.
Présentée par M. Van der Elst, n° 215/1 du 28 novembre 1961.

Art de guérir :

Projet de loi permettant aux Belges, porteurs de certains diplômes scientifiques relatifs à l'art de guérir, d'exercer cet art.
Présenté par le Gouvernement, n° 551/1 du 2 avril 1963.
Amendements de M. Saintraint, n° 551/2 du 23 avril 1963.

Arts, sciences et lettres :

Proposition de loi portant réorganisation du théâtre lyrique en Belgique en érigeant en établissements d'intérêt public les scènes lyriques de Gand, d'Anvers, de Mons et de Liège.
Présentée par M. De Sweemer, n° 604/1 du 27 juin 1963.

Budgets :

Budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture pour l'exercice 1964.
Présenté par le Gouvernement, n° 4-XIX de 1963-1964.

Enseignement :

Proposition de loi fixant le statut du personnel enseignant belge chargé d'une mission scientifique.
Présentée par M. De Clercq, n° 44/1 du 30 mai 1961.

Enseignement moyen :

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1881 sur l'enseignement moyen.
Transmis par le Sénat, n° 330 de 1949-1950.
Amendement de M. Deconinck (J.), n° 577 du 27 juin 1951.

Enseignement primaire :

1. Projet de loi complétant la loi organique de l'enseignement primaire.
Transmis par le Sénat, n° 204 du 22 février 1949.
Rapport de M. Verbist, n° 241 du 16 février 1950.
Le 28 février 1950. — Renvoi à la Commission de l'Instruction publique.
2. Proposition de loi modifiant l'article 30 des lois sur l'enseignement primaire coordonnées le 20 août 1957.
Présentée par M. Eneman, n° 533/1 du 14 mars 1963.

3. Proposition de loi modifiant les articles 20, 69 et 71 des lois coordonnées sur l'enseignement primaire.
Présentée par M. Loos, n° 539/1 du 27 mars 1963.

Enseignement supérieur :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 27 décembre 1956 relative à l'équivalence des diplômes au profit des médecins exerçant leur art au Congo belge et au Ruanda-Urundi et étendant le champ d'application de la loi aux docteurs en médecine vétérinaire, aux licenciés en science dentaire et aux pharmaciens.
Présentée par M. Saintraint, n° 521/1 du 5 mars 1963.
2. Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les conditions d'admission aux examens des grades académiques, les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.
Présenté par le Gouvernement, n° 534/1 du 16 mars 1963.
Amendements de M. Posson, n° 534/2 du 24 avril 1963.
3. Projet de loi modifiant, notamment en ce qui concerne les matières d'examen et les programmes d'enseignement, les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires et la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'État.
Présenté par le Gouvernement, n° 605/1 du 28 juin 1963.
Amendements du Gouvernement, n° 605/2 du 29 octobre 1963.

Enseignement supérieur. — Salaire d'études :

Proposition de loi instituant un salaire d'études en faveur des étudiants de condition modeste.
Présentée par M. Harmegnies, n° 480/1 du 22 janvier 1963.

Langues :

1. Proposition de loi tendant à supprimer les classes de transmutation et l'enseignement français en Flandre.
Présentée par M. Mattheyssens, n° 272/1 du 25 janvier 1962.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1932, modifiée par la loi du 23 mars 1950, concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.
Présentée par MM. Vanderpoorten et De Clercq, n° 462/1 du 5 décembre 1962.

Pensions :*Pensions civiles :*

Projet de loi abrogeant l'article 8 de la loi du 30 janvier 1954 régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique.
Transmis par le Sénat, n° 168/1 du 1^{er} décembre 1954.

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL.

Assurances sociales :*Estrophiés et mutilés .*

Proposition de loi portant rétablissement de l'autonomie du Fonds de formation, de réadaptation et de reclassement social des handicapés.

Présentée par M. De Cooman, n° 318/1 du 21 mars 1962.

Marins :

Projet de loi organisant un Pool des marins de la marine marchande.

Présenté par le Gouvernement, n° 468/1 du 11 décembre 1962.

Commerce et industrie :*Organisation de l'économie :*

Proposition de loi concernant l'organisation de l'économie et modifiant l'article 21, § 6, de la loi du 20 septembre 1948 modifiée par la loi du 18 mars 1950.

Présentée par M. Posson, n° 228/1 du 7 décembre 1961.

Droit pénal :*Liberté d'association :*

Proposition de loi modifiant la loi du 24 mai 1921 garantissant la liberté d'association.

Présentée par M. Van der Schueren, n° 292/1 du 15 février 1962. 13 novembre 1962. — Renvoyée aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

Organisation judiciaire :*Prud'hommes :*

Proposition de loi instituant des juridictions du travail.

Présentée par M. Major, n° 125/1 du 12 juillet 1961.

Professions :*Voyageurs de commerce :*

Projet de loi portant création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs de commerce.

Transmis par le Sénat, n° 95 du 24 avril 1945.

Rapport de M. Heyman, n° 194 du 29 août 1945.

Le 26 septembre 1945. — Renvoyé à la Commission du Travail et de la Prévoyance Sociale.

Travail :*Contrat d'emploi :*

Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat de louage de travail en cas de grève ou de lock-out.

Amendé par le Sénat, n° 392 du 9 mars 1954.

Amendements de M. De Paepé, n° 464/2 du 23 février 1956.

Rapport de M. D'haeseleer, n° 172/2 du 18 mars 1959.

Renvoyé en Commission le 15 avril 1959.

Contrat de travail :

Projet de loi relatif au contrat de louage de services manuels des travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail.

Transmis par le Sénat, n° 621 de 1947-1948.

Rapporteur : M^{me} De Rlemaecker-Legot.

Durée du travail :

1. Proposition de loi portant modification de la loi du 14 juin 1921, instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures.

Présentée par M. Dejace, n° 81/1 du 15 juin 1961.

2. Projet de loi relatif à la durée du travail dans les secteurs publics et privés de l'économie nationale.

Présenté par le Gouvernement, n° 476/1 du 16 janvier 1963.

Amendement de M. De Staercke, n° 476/2 du 1^{er} février 1963.

Amendements de M. Van Doorne, n° 476/3 du 6 février 1963.

Amendements de M. Glineur, n° 476/4 du 14 février 1963.

Amendements de M. Major, n° 476/5 du 27 février 1963.

Amendement de M. Posson, n° 476/6 du 5 mars 1963.

Amendements de MM. Namèche et Schyns, n° 476/7 du 30 mai 1963.

Amendements de MM. De Staercke et Verhenne, n° 476/8 du 16 octobre 1963.

Rapporteur : M. Namèche.

Amendements de M. Van Doorne, n° 476/9 du 23 octobre 1963.

Amendements de M. Major, n° 476/10 du 30 octobre 1963.

Amendement de M. Verhenne, n° 476/11 du 8 novembre 1963.

Hygiène et sécurité du travail :

Projet de loi relatif aux mesures de sécurité à appliquer dans la fabrication, la manipulation et l'utilisation de substances et produits chimiques dangereux en vue de prévenir les accidents et les maladies professionnelles.

Transmis par le Sénat, n° 128/1 de 1958-1959.

Amendements du Gouvernement, n° 128/2 du 17 mars 1959.

Rapport de M. Bertrand, n° 128/3 du 18 mars 1959.

Le 12 novembre 1959, renvoyé à la Commission de l'Emploi et du Travail et pour avis à la Commission de la Santé Publique et de la Famille.

Rémunération :

Projet de loi tendant à conférer au Ministre de l'Emploi et du Travail le pouvoir de suppléer à la carence des Commissions Paritaires en matière de l'égalité des rémunérations des hommes et des femmes.

Présentée par M. Schyns, n° 491/1 du 30 janvier 1963.

Salaires :

1. Proposition de loi portant modification de l'article 23 de la loi du 20 juillet 1960 sur le salaire hebdomadaire garanti.

Présentée par M. Van Doorne, n° 251/1 du 21 décembre 1961.

2. Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 17, alinéas 2 et 3, de la loi du 10 décembre 1962, modifiant les lois du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti, les lois sur le contrat d'emploi coordonnées par l'arrêté royal du 20 juillet 1955, et la loi du 1^{er} avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure.

Présentée par M. Schyns, n° 482/1 du 24 janvier 1963.

Syndicats :

Proposition de loi relative aux syndicats ou autres associations groupant des patrons, des employés ou des ouvriers en vue de la défense de leurs intérêts professionnels.

Présentée par M. Demuyter, n° 87/1 du 10 juin 1961.

COMMISSION DES FINANCES.

Administrations publiques :

Proposition de loi accordant aux fonctionnaires, agents ou citoyens dont le traitement est supporté, fixé ou contrôlé par l'Etat et dont l'entrée en service a été notablement retardée par la guerre 1940-1945, une valorisation dans la carrière, le calcul du traitement et la pension.

Présentée par M. Parisi, n° 132/1 du 13 juillet 1961.

Amendements de M. Parisi, n° 132/2 du 25 octobre 1963.

Armée :*Chevrons de front :*

Proposition de loi tendant à revaloriser la rente pour chevrons de front des titulaires de la Carte de Feu et de leurs veuves.

Présentée par M. Delwaide, n° 218/1 du 28 novembre 1961.

Budgets :

1. Projet de loi portant premier ajustement des prévisions budgétaires pour l'exercice 1963.

Présenté par le Gouvernement, n° 586/1 du 11 juin 1963.

2. Budget des Pensions pour l'exercice 1964.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-III de 1963-1964.

3. Projet de loi contenant le budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1964.

Présenté par le Gouvernement, n° XXI/1 de 1963-1964.

4. Budget des Recettes et Dépenses pour l'exercice 1964.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-XXII de 1963-1964.

Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :

1. Projet de loi modifiant la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.
Présenté par le Gouvernement, n° 419/1 du 26 juillet 1962.
Amendements de M. De Staercke, n° 419/2 du 21 novembre 1962.
Rapporteur : M. Boeykens.
2. Proposition de loi portant modification de l'article 10 de la loi du 16 mars 1865 instituant une Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, modifiée par la loi du 29 juillet 1923.
Présentée par M. De Sweemer, n° 524/1 du 7 mars 1963.

Commerce et industrie :

- Proposition de loi relative : 1° au contrôle des banques, des sociétés d'assurances, des sociétés de crédit hypothécaire, des sociétés industrielles; 2° à la création d'un Comité National des Investissements; 3° à la création d'un Fonds National des Investissements en vue de permettre l'expansion harmonieuse et rapide de l'économie et d'assurer le plein emploi, l'élévation du niveau matériel et culturel du peuple.
Présentée par M. Drumaux, n° 74/1 du 15 juin 1961.

Congo :*Personnel :*

1. Proposition de loi accordant à la veuve des agents tués au cours des événements qui ont suivi l'indépendance du Congo une rente complémentaire viagère.
Présentée par M. Saintraint, n° 183/1 du 8 novembre 1961.
2. Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes des événements du Congo.
Présentée par M. Charpentier, n° 355/1 du 8 mai 1962.

Cour des Comptes :

1. Proposition de loi visant à assurer un meilleur contrôle des dépenses publiques.
Présentée par M. Vanden Boeynants, n° 381/1 du 14 juin 1962.
Amendements de M. Vanden Boeynants, n° 381/2 du 7 février 1963.
Rapporteur : M. Parisis.
Le 12 février 1963. — Renvoi à la sous-commission de la Commission des Finances.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes.
Présentée par MM. Boeykens et Cools, n° 494/1 du 31 janvier 1963.
Rapporteur : M. Gelders.
Le 12 février 1963. — Renvoi à la sous-commission de la Commission des Finances.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes.
Présentée par M. De Clercq, W., n° 520/1 du 28 février 1963.
Rapporteur : M. Parisis.
Le 5 mars 1963. — Renvoi à la sous-commission de la Commission des Finances.

Finances :

1. Proposition de loi abrogeant le titre V de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.
Présentée par M. Drumaux, n° 149/1 du 20 juillet 1961.
2. Projet de loi suspendant l'application de la réduction de 7 % prévue à l'article 116, § 2, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.
Présenté par le Gouvernement, n° 643/1 du 18 octobre 1963.

Comptabilité de l'Etat :

Projet de loi rendant applicable aux agents temporaires et anciens agents temporaires du Ministère du Congo Belge et du Ruanda-Urundi rémunérés à charge du budget colonial, les dispositions de la loi du 10 novembre 1953, relative à l'abandon par l'Etat de certaines créances nées en raison de circonstances se rattachant à la guerre.

Transmis par le Sénat, n° 463/1 de 1959-1960.
Farde Greffe, n° 628/1 du 18 juillet 1963.
Amendements de M. Saintraint, n° 628/2 du 18 juillet 1963.

Guerre :*Dommages de guerre :*

Projet de loi modifiant la loi du 19 mai 1948 créant une Caisse autonome des dommages de guerre.
Présenté par le Gouvernement, n° 597/1 du 20 juin 1963.

Victimes civiles de la guerre :

1. Proposition de loi complétant l'article 18 de la loi relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.
Présentée par M. De Sweemer, n° 35/1 du 25 mai 1961.
2. Proposition de loi majorant de 24 % les pensions accordées aux victimes civiles de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945 ainsi qu'à leurs ayants droit.
Présentée par M. De Sweemer, n° 103/1 du 29 juin 1961.
3. Proposition de loi majorant les pensions octroyées aux victimes civiles de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945 ainsi qu'à leurs ayants droit.
Présentée par M. De Sweemer, n° 519/1 du 28 février 1963.

Impôts :*Impôts directs :*

1. Projet de loi tendant à réformer les commissions fiscales créées en vertu du § 3, de l'article 55, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.
Transmis par le Sénat, n° 255/1 du 23 mars 1955.
Amendements de M. Lefère, n° 255/2 du 29 mars 1955.
Amendements de M. Parisis, n° 255/3 du 18 mai 1955.
Rapporteur : M. Tielemans (Fr.).
 2. Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en vue de les mettre en concordance avec les lois sur la comptabilité de l'Etat.
Présenté par le Gouvernement, n° 391/1 de 1959-1960.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.
Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.
 3. Projet de loi modifiant la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus et la loi du 31 juillet 1963 modifiant, en ce qui concerne la fiscalité au profit des communes, les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et les lois coordonnées relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.
Présenté par le Gouvernement, n° 651/1 du 8 novembre 1963.
 4. Proposition de loi tendant à lier la taxation des revenus aux variations de l'index des prix de détail.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 54/1 du 8 juin 1961.
 5. Proposition de loi complétant l'article 39 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.
Présentée par M. De Clercq, n° 57/1 du 8 juin 1961.
 6. Proposition de loi tendant à réaliser une égalité fiscale plus complète entre travailleurs appointés ou salariés et travailleurs indépendants.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 85/1 du 20 juin 1961.
 7. Proposition de loi modifiant l'article 14 de l'arrêté royal du 10 avril 1951 portant coordination des dispositions légales relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.
Présentée par M. Charpentier, n° 267/1 du 23 janvier 1962.
 8. Proposition de loi modifiant la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.
Présentée par M. Frère, n° 306/1 du 7 mars 1962.
 9. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.
Présentée par M. De Clercq, n° 314/1 du 14 mars 1962.
 10. Proposition de loi modifiant exceptionnellement pour l'année 1963 l'article 5, § 2, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.
Présentée par M. Grootjans, n° 523/1 du 7 mars 1963.
 11. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus.
Présentée par M. Mattheyssens, n° 603/1 du 25 juin 1963.
 12. Projet de loi instaurant une taxe sur les appareils automatiques de divertissement.
Présenté par le Gouvernement, n° 642/1 du 17 octobre 1963.
- Impôts directs (jeux et paris) :*
Projet de loi modifiant les lois relatives à la taxe sur les jeux et paris, coordonnées le 22 mars 1961.
Amendé par le Sénat, n° 493/3 du 17 juillet 1963.
Rapporteur : M. Lavens.

Impôts indirects :

1. Proposition de loi exonérant les livres de la taxe de transmission.
Présentée par M. De Sweemer, n° 96/1 du 27 juin 1961.
2. Proposition de loi complétant le 4° de l'article 22 de l'arrêté royal du 29 septembre 1938 sur les taxes assimilées au timbre.
Présentée par M. Charpentier, n° 565/1 du 15 mai 1963.
3. Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.
Présenté par le Gouvernement, n° 635/1 du 23 août 1963.
4. Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.
Présenté par le Gouvernement, n° 650/1 du 8 novembre 1963.

Pensions :*Pensions civiles :*

1. Proposition de loi portant octroi d'une indemnité annuelle de 800 francs aux agents pensionnés des services publics affiliés librement à une mutualité reconnue.
Présentée par M. Brouhon, n° 97/1 du 27 juin 1961.
2. Proposition de loi modifiant la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.
Présentée par M. Brouhon, n° 271/1 du 25 janvier 1962.
3. Proposition de loi tendant : a) à faire bénéficier les membres du personnel de l'enseignement technique de l'Etat du même régime de pension que celui attribué aux membres du personnel de l'enseignement moyen de l'Etat; b) à instaurer des règles identiques pour toutes les catégories de l'enseignement en ce qui concerne les bonifications d'ancienneté pour possession de certains diplômes ainsi que la prise en considération des services admissibles pour le calcul de la pension.
Présentée par M. Denis, n° 287/1 du 8 février 1962.
4. Proposition de loi complétant la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.
Présentée par M. Mundeleer, n° 300/1 du 27 février 1962.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie, modifiée par la loi du 2 août 1955.
Présentée par M. De Sweemer, n° 308/1 du 8 mars 1962.
6. Proposition de loi rendant applicable aux intérimaires permanents de l'enseignement de l'Etat, ainsi qu'aux intérimaires permanents de l'enseignement subventionné, assujettis à la loi du 30 janvier 1954, la législation sur les pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public.
Présentée par M. Eneman, n° 382/1 du 14 juin 1962.
Rapporteur : M. Lavens.
7. Proposition de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie.
Présentée par M. Lefebvre, R., n° 488/1 du 29 janvier 1963.
8. Proposition de loi relative aux pensions civiles.
Présentée par M. Lefebvre, R., n° 514/1 du 14 février 1963.
9. Proposition de loi modifiant la loi générale sur les pensions civiles et ecclésiastiques du 21 juillet 1844.
Présentée par M. Saintraint, n° 554/1 du 4 avril 1963.
10. Projet de loi relatif à l'organisation d'un régime de pension en faveur des Ministres, de leurs veuves et de leurs orphelins.
Présenté par le Gouvernement, n° 581/1 du 4 juin 1963.
Amendements de M. Saintraint, n° 581/2 du 17 juin 1963.
Rapporteur : M. Boeykens.
11. Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie d'anciens agents de l'Office des Séquestres.
Présenté par le Gouvernement, n° 646/1 du 29 octobre 1963.

Pensions militaires :

1. Proposition de loi modifiant l'article premier des lois sur les pensions de réparation.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 55/1 du 8 juin 1961.
2. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les pensions de réparation.
Présentée par M. De Sweemer, n° 92/1 du 20 juin 1961.
3. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les pensions militaires en ce qui concerne certains prisonniers politiques des guerres 1914-1918 et 1940-1945, par l'assimilation au temps de service à l'armée mise sur pied de guerre du temps passé en captivité.
Présentée par M. Parisis, n° 134/1 du 13 juillet 1961.
Amendement de M. Jaminet, n° 134/2 du 8 mai 1962.
4. Proposition de loi étendant aux anciens membres civils du Service de renseignements contre-espionnage et de la Sécurité militaire de la guerre 1914-1918 l'application des avantages

(résultant de l'attribution de la qualité militaire) conférés aux agents de renseignements et d'action de la campagne 1940-1945.

- Présentée par M. Parisis, n° 137/1 du 13 juillet 1961.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 26 août 1947 sur les pensions de réparation.
Présentée par M. Dréze, n° 178/1 du 8 novembre 1961.
 6. Proposition de loi portant modification de l'article 25 de l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 approuvant le texte des lois coordonnées sur les pensions de réparation.
Présentée par M. Moriau, n° 216/1 du 28 novembre 1961.
Amendement de M. De Clercq, n° 216/2 du 20 mars 1962.
 7. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les pensions de réparation.
Présentée par M. Martel, n° 250/1 du 21 décembre 1961.
 8. Proposition de loi modifiant la loi du 24 avril 1958 créant, notamment, une rente de combattant et de captivité en faveur des combattants, des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre 1940-1945.
Présentée par M. Jaminet, n° 256/1 du 21 décembre 1961.
Amendement de M. Parisis, n° 256/2 du 24 avril 1962.
 9. Proposition de loi complétant et modifiant les lois du 9 juillet 1951 et du 24 avril 1958 relatives aux pensions militaires d'ancienneté en faveur de militaires ayant participé à l'une des deux guerres mondiales et ayant la qualité d'invalidé.
Présentée par M. Parisis, n° 330/1 du 29 mars 1962.
Rapporteur : M. De Sweemer.
 10. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les pensions militaires et les lois coordonnées sur les pensions de réparation.
Présentée par M. Van der Elst, n° 374/1 du 7 juin 1962.
 11. Proposition de loi modifiant la loi du 24 avril 1958 accordant, sous certaines conditions, une pension aux veuves qui ont épousé, après les faits dommageables, un bénéficiaire des lois sur les pensions de réparation, à créer une rente de combattant et de captivité en faveur des combattants, des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre de 1940-1945 et réalisant certains ajustements en matière de rente pour chevrons de front.
Présentée par M. Jaminet, n° 380/1 du 12 juin 1962.
 12. Proposition de loi tendant à doubler la rente attachée au chevron de captivité accordé aux militaires capturés par l'ennemi au cours de la campagne 1914-1918.
Présentée par M. Parisis, n° 399/1 du 3 juillet 1962.
 13. Proposition de loi tendant à compléter et modifier les lois du 9 juillet 1951 et du 2 avril 1958 relative aux pensions militaires en faveur de veuves et d'orphelins de militaires ayant participé à l'une des deux guerres mondiales et ayant la qualité d'invalidé.
Présentée par M. Parisis, n° 439/1 du 30 octobre 1962.
 14. Proposition de loi modifiant la loi du 9 mars 1953 réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix.
Présentée par M. D'haeseleer, n° 515/1 du 20 février 1963.
 15. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les pensions de réparation.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 559/1 du 9 avril 1963.
 16. Projet de loi : 1° majorant le taux des pensions des veuves, des orphelins et des ascendants de guerre ainsi que des personnes qui leur sont assimilées; 2° modifiant la composition du taux unique des pensions visées à l'article premier de la loi du 16 mars 1954; 3° instituant, en faveur des bénéficiaires des lois organisant le statut des prisonniers politiques, une rente viagère en réparation des séquelles tardives de l'internement et de la déportation; 4° élargissant le délai dans lequel le mariage avec la victime de guerre doit avoir été contracté pour donner droit à la pension de veuve prévue par la loi du 24 avril 1958; 5° complétant l'article 49 des lois coordonnées sur les pensions de réparation.
Transmis par le Sénat, n° 631/1 du 31 juillet 1963.
Amendements de M. Jaminet, n° 631/2 du 23 octobre 1963.
 17. Projet de loi modifiant les lois relatives aux pensions militaires, coordonnées le 11 août 1923.
Présenté par le Gouvernement, n° 641/1 du 8 octobre 1963.

Procédure civile :*Saisie :*

- Projet de loi tendant à instaurer une procédure spéciale de saisie-arrêt pour les recouvrements à effectuer par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.
Transmis par le Sénat, n° 491/1 de 1959-1960.
Rapporteur : M. Barbé.

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR.

Administrations publiques :

1. Proposition de loi concernant la création d'un arrondissement administratif de Mouscron en Flandre Occidentale.
Présentée par M. Devos, n° 7/1 du 4 mai 1961.
2. Proposition de loi relative à l'épuration civique en matière administrative.
Présentée par M. Van den Daele, n° 105/1 du 29 juin 1961.
3. Proposition de loi relative à la création dans le Brabant, de deux arrondissements administratifs : Assche-Hal et Vilvorde-Saventhem.
Présentée par M. Verbaanderd, n° 204/1 du 21 novembre 1961.

Langues :

1. Projet de loi sur l'emploi des langues en matière administrative.
Transmis par le Sénat, n° 677 du 17 juillet 1953.
Amendements de M. Kofferschläger, n° 128 du 16 décembre 1953.
Amendement de M. Saint-Remy, n° 329 du 23 février 1954.
Amendement de M. Duret, n° 356 du 2 mars 1954.
2. Proposition de loi modifiant et étendant la portée des lois linguistiques.
Présentée par M. Dejace, n° 175/1 du 8 novembre 1961.
3. Proposition de loi modifiant et étendant la portée des lois linguistiques.
Présentée par M. Dejace, n° 274/1 du 30 janvier 1962.
4. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 8 novembre 1962, modifiant les limites des provinces, arrondissements et communes.
Présentée par M. Destenay, n° 592/1 du 13 juin 1963.

Armée :**Milice :**

1. Proposition de loi modifiant les articles 12 et 13 des lois coordonnées sur la milice, le recrutement et les obligations de service.
Présentée par M. Charpentier, n° 177/1 du 8 novembre 1961.
2. Projet de loi portant le statut des objecteurs de conscience.
Projet transmis, n° 589/1 du 12 juin 1963.
3. Proposition de loi modifiant l'article 10 des lois coordonnées sur la milice.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 596/1 du 18 juin 1963.

Communes :**Cimetières :**

Proposition de loi ayant pour but de permettre aux communes la reprise des concessions abandonnées par les familles.
Présentée par M. Jaminet, n° 8/1 du 4 mai 1961.
Amendements de M. Cudell, n° 8/2 du 11 octobre 1961.
Rapporteur : M. Meyers.

Loi communale :

Projet de loi modifiant les lois provinciale et communale en ce qui concerne les pouvoirs de police des gouverneurs de province, la nomination des commissaires de police et les sanctions à appliquer aux officiers et agents requis.
Présenté par le Gouvernement, n° 421/1 du 16 août 1962.

Personnel :

Projet de loi portant statut syndical des agents des provinces, des communes, des personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes et des associations de communes non soumises à la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Transmis par le Sénat, n° 364/1 du 4 décembre 1959.
Amendements de M. Saint-Remy, n° 364/2 du 23 mars 1960.
Amendements de M. Bracops, n° 364/3 du 30 mars 1960.
Amendement de M. Bracops, n° 364/4 du 5 avril 1960.
Amendement de M. Bracops, n° 364/5 du 28 avril 1960.
Sous-amendements de M. Saint-Remy, n° 364/6 du 10 mai 1960.
Amendement de M. Saint-Remy, n° 364/7 du 5 juillet 1960.
Rapporteur : M. Piron.

Protection (sinistres) :

Proposition de loi réglant l'organisation, par les communes, de la protection contre les sinistres.
Présentée par M. Lefèbre (R.), n° 345/1 du 11 avril 1962.

Droit public :**Contentieux administratif (Conseil d'Etat).**

Proposition de loi relative à la réforme du contentieux administratif.
Présentée par M. De Staercke, n° 479/1 du 22 janvier 1963.
Avis du Conseil d'Etat, n° 479/2 du 8 juillet 1963.

Incompatibilités :

Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que des membres et anciens membres des Chambres législatives.
Présentée par M. Moulin, n° 458/1 du 29 novembre 1962.

Impôts :**Fiscalité provinciale et communale :**

1. Proposition de loi relative au contentieux fiscal des pouvoirs subordonnés.
Présentée par M. De Staercke, n° 101/1 du 28 juin 1961.
2. Projet de loi permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur.
Transmis par le Sénat, n° 310/1 du 8 mars 1962.
Amendements de M. Denis, n° 310/2 du 10 mai 1962.
5 juin 1962. — Renvoyé aux Commissions réunies de l'Intérieur et des Communications.
Amendement de M. Saintraint, n° 310/3 du 17 juin 1963

Lois électorales :

1. Proposition de loi complétant l'article 136 du Code électoral, en vue d'accorder d'office le bénéfice du groupement provincial aux listes affiliées à un numéro d'ordre national, conformément à l'article 115bis du Code électoral.
Présentée par M. Charpentier, n° 84/1 du 20 juin 1961.
2. Proposition de loi introduisant dans le Code électoral un article 116bis en vue de dispenser de la présentation par des électeurs les membres sortants de l'une des Chambres.
Présentée par M. Charpentier, n° 98/1 du 27 juin 1961.
3. Proposition de loi fixant le nombre des députés et des sénateurs d'après les chiffres de la population.
Présentée par M. Van der Elst, n° 347/1 du 11 avril 1962.

Elections communales :

Proposition de loi visant à octroyer le droit de vote à 18 ans pour les élections communales.
Présentée par M. Vanden Boeynants, n° 570/1 du 15 mai 1963.

Pensions :**Pensions civiles :**

1. Proposition de loi modifiant la loi du 5 juillet 1954 relative à la pension des bourgmestres et échevins et celle de leurs ayants droit.
Présentée par M. Van Winghe, n° 32/1 du 24 mai 1961.
2. Proposition de loi modifiant le régime des pensions du personnel communal en ce qui concerne certains prisonniers politiques de la guerre 1914-1918, par l'assimilation du temps passé en captivité au temps de service à l'armée sur pied de guerre.
Présentée par M. Parisi, n° 136/1 du 13 juillet 1961.
3. Proposition de loi modifiant la loi relative à la pension des bourgmestres et échevins et à celle de leurs ayants droit.
Présentée par M. Lebas, n° 393/1 du 26 juin 1962.

Protection civile :

Projet de loi sur la protection civile.
Transmis par le Sénat, n° 537/1 du 21 mars 1963.
Rapporteur : M. Van den Eynde.

Provinces :**Lois provinciales :**

Projet de loi modifiant les dispositions de la loi provinciale relative à la convocation des conseils provinciaux.
Transmis par le Sénat, n° 555/1 du 5 avril 1963.

COMMISSION DE LA JUSTICE.

Affaires étrangères :

Guerre :

Projet de loi relatif à la répression des infractions graves aux conventions internationales de Genève du 12 août 1949.
Présenté par le Gouvernement, n° 577/1 du 27 mai 1963.

Commerce et industrie :

Proposition de loi portant réglementation de l'établissement des entreprises commerciales.
Présentée par M. Van der Elst, n° 324/1 du 22 mars 1962.

Cultes :

Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1950 qui fixe les traitements des ministres du culte catholique.
Présentée par M. Charpentier, n° 48/1 du 6 juin 1961.
Amendement de M. Ollislaeger, n° 48/2 du 29 novembre 1962.

Droit civil :

Adoption :

Proposition de loi modifiant le chapitre I du Titre VIII du Livre I du Code civil.
Présentée par M. Harmel, n° 436/1 du 30 octobre 1962.
Rapporteur : M^{me} De Riemaecker-Legot.
Le 5 décembre 1962. — Renvoi à la sous-commission de la Commission de la Justice.

Bail à ferme :

Projet de loi modifiant l'article 1774, § 3, 2°, deuxième alinéa du Code civil.
Transmis par le Sénat, n° 612/1 de 1959-1960.
Rapporteur : M. Cooreman.

Contrat de mariage :

Projet de loi modifiant les articles 1409, 1424 et 1425 du Code civil relatif à la communauté légale et y introduisant un article 1424bis.
Amendé par le Sénat, n° 417/3 de 1955-1956.
Rapporteur : M. Mertens de Wilmars.

Indigénat :

1. Proposition de loi accordant certains délais pour l'acquisition de la nationalité belge.
Présentée par M. Parisis, n° 135/1 du 13 juillet 1961.
2. Proposition de loi relative au recouvrement de la nationalité belge par certaines personnes déchues en vertu de l'arrêté-loi du 20 juin 1945 sur la déchéance de la nationalité belge modifiée par la loi du 30 mars 1962.
Présentée par M. Schyns, n° 578/1 du 28 mai 1963.
3. Proposition de loi relative au recouvrement de la nationalité belge par certaines personnes déchues en vertu de la loi du 30 juillet 1934 concernant la déchéance de la nationalité.
Présenté par M. Schyns, n° 579/1 du 28 mai 1963.

Mariages :

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1958, étendant la capacité de la femme mariée et du mineur à certains dépôts d'épargne.
Transmis par le Sénat, n° 595/1 du 14 juin 1963.

Privilèges et hypothèques :

Proposition de loi relative à l'engagement de ne pas aliéner ni hypothéquer.
Présentée par M. Cudell, n° 313/1 du 13 mars 1962.

Propriété commerciale :

Proposition de loi portant modification de la loi du 30 avril 1951, modifiée par la loi du 29 juin 1955, sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.
Présentée par M. Cudell, n° 312/1 du 13 mars 1962.

Responsabilité civile.

1. Projet de loi modifiant, en ses dispositions transitoires, la loi du 1^{er} juillet 1956, relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles.
Présenté par le Gouvernement, n° 707/1 de 1960-1961.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.
Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.
2. Proposition de loi relative à la responsabilité civile de la puissance publique.
Présentée par M. De Staercke, n° 181/1 du 8 novembre 1961.
3. Proposition de loi insérant au Code civil un second alinéa à l'article 1386, établissant la responsabilité civile de l'Etat et des communes, en matière d'accidents de roulage.
Présentée par M. Saintraint, n° 243/1 du 14 décembre 1961.
4. Projet de loi interprétant les articles 9 et 10 de la loi du 1^{er} juillet 1956, relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.
Transmis par le Sénat, n° 511/1 du 14 février 1963.

Successions :

1. Proposition de loi créant une rémunération différée en faveur des enfants travaillant dans l'exploitation familiale.
Présentée par M. Discry, n° 364/1 du 22 mai 1962.
Amendements de M. Michel, n° 364/2 du 13 juin 1962.
Rapporteur : M. Cooreman.
Le 29 janvier 1963. — Renvoi à la Commission de l'Agriculture pour avis.
2. Proposition de loi octroyant une rétribution différée dans les secteurs agricole et horticole.
Présentée par M. Tindemans, n° 454/1 du 21 novembre 1962.
Rapporteur : M. Cooreman.
Le 29 janvier 1963. — Renvoi à la Commission de l'Agriculture pour avis.

Tutelle :

Projet de loi modifiant la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés.
Transmis par le Sénat, n° 544/1 du 29 mars 1963.
Amendements du Gouvernement, n° 544/2 du 4 juillet 1963.
Rapporteur : M. Hermans.

Droit commercial :

Lettre de change et billet à ordre :

Projet de loi établissant un nouveau texte néerlandais des lois coordonnées sur la lettre de change et le billet à ordre.
Présenté par le Gouvernement, n° 634/1 du 14 août 1963.

Droit pénal :

Anormaux :

Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux.
Transmis par le Sénat, n° 601/1 du 21 juin 1963.
Rapporteur : M. Cooreman.

Code Pénal (texte néerlandais) :

Projet de loi portant établissement du texte néerlandais du Code Pénal.
Présenté par le Gouvernement, n° 636/1 du 28 août 1963.

Condammnation et libération conditionnelle.

1. Projet de loi modifiant l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la condammnation conditionnelles.
Transmis par le Sénat, n° 135 du 20 décembre 1951.
2. Projet de loi modifiant l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle et les condammnations conditionnelles dans le système pénal.
Transmis par le Sénat, n° 715/1 du 16 février 1961.
3. Proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle et la condammnation conditionnelle dans le système pénal.
Présentée par M. Herblot, n° 457/1 du 28 novembre 1962.

Contraventions :

Proposition de loi relative à la lutte contre le bruit.
Présentée par M. Jaussens, n° 507/1 du 12 février 1963.
Amendement de M. Servais, n° 507/2 du 7 juin 1963.

Enfance :

1. Projet de loi étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.
Amendé par le Sénat n° 252 du 28 février 1952.
Rapporteur : M^{me} De Riemaecker-Legot.
2. Projet de loi sur la protection des mineurs d'âge.
Présenté par le Gouvernement, n° 885/1 de 1957-1958.
Rapporteur : M^{me} De Riemaecker-Legot.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.
Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

Liberté d'association :

Proposition de loi modifiant la loi du 24 mai 1921 garantissant la liberté d'association.
Présentée par M. Van der Schueren, n° 292/1 du 15 février 1962.
13 novembre 1962. — Renvoyée aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

Réhabilitation :

Projet de loi relatif à l'effacement des condamnations et à la réhabilitation en matière pénale.
Transmis par le Sénat, n° 576/1 du 24 mai 1963.
Amendement de M. Parisis, n° 576/2 du 18 juillet 1963.
Amendement de M. Saintraint, n° 576/3 du 31 juillet 1963.

Sûreté de l'État :

1. Proposition de loi tendant à accorder l'amnistie pour les délits contre la sûreté extérieure de l'État.
Présentée par M. Van der Elst, n° 248/1 du 19 décembre 1961.
2. Proposition de loi tendant à accorder la libération définitive aux condamnés pour infractions prévues au chapitre II du Livre II, au Titre I du Code pénal ainsi qu'aux articles 17 et 18 du Code pénal militaire.
Présentée par M. D. Deconinck, n° 470/1 du 13 décembre 1962.

Vol :

1. Proposition de loi complétant l'article 461 du Code pénal.
Présentée par M. Charpentier, n° 102/1 du 29 juin 1961.
2. Projet de loi complétant les articles 461 et 463 du Code pénal.
Présenté par le Gouvernement, n° 625/1 du 17 juillet 1963.

Enfance :

1. Proposition de loi tendant à créer une « Police spéciale de la Jeunesse ».
Présentée par M^{me} De Riemaecker-Legot, n° 301/1 du 27 février 1962.
2. Proposition de loi portant création d'un « Fonds national pour la protection sociale de la Jeunesse ».
Présentée par M^{me} De Riemaecker-Legot, n° 302/1 du 27 février 1962.
3. Proposition de loi sur la protection de la jeunesse.
Présentée par M. Terwagne, n° 416/1 du 19 juillet 1962.

Etrangers :

Projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers.
Transmis par le Sénat, n° 543/1 du 29 mars 1963.
Rapporteur : M. Vanderpoorten.

Guerre :**Service de renseignement et d'action :**

Projet de loi fixant la date ultime de recevabilité de candidatures au bénéfice du statut des agents de renseignements et d'action.
Présenté par le Gouvernement, n° 460/1 de 1955-1956.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.
Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

Instruction criminelle :

1. Proposition de loi portant au double le nombre de jours fixant tous délais de recours en matière pénale.
Présentée par M. Charpentier, n° 297/1 du 21 février 1962.
Rapporteur : M. Terwagne.
2. Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale.
Projet amendé par le Sénat, n° 513/3 du 12 juin 1963.
Rapporteur : Vanderpoorten.
3. Projet de loi prorogeant les délais des actes de procédure en matière répressive lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un autre jour férié légal.
Transmis par le Sénat, n° 542/1 du 29 mars 1963.
Rapporteur : M. Robyns.

Jeunesse :

Projet de loi relatif à la protection de la jeunesse.
Présenté par le Gouvernement, n° 637/1 du 13 septembre 1963.

Notariat :

Proposition de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat.
Présentée par M. Martens, n° 490/1 du 30 janvier 1963.

Organisation judiciaire :**Barreau :**

Projet de loi relatif à l'exercice de la profession d'avocat et instituant des Conseils de discipline d'appel.
Transmis par le Sénat, n° 247 du 8 mars 1949.
Amendements du Gouvernement, n° 244 du 6 février 1951.
Rapporteur : M. De Gryse.

Langues :

1. Projet de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
Transmis par le Sénat, n° 369 du 4 mars 1954.
2. Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
Transmis par le Sénat, n° 370 du 4 mars 1954.

Notaires, avoués, huissiers :

Projet de loi instituant l'appel en matière disciplinaire pour les notaires, avoués et huissiers.
Transmis par le Sénat, n° 488 du 19 mai 1949.
Amendements de M. Lefèvre (Théo), n° 331 de 1949-1950.
Amendements de M. Lefèvre (Théo), n° 24 du 28 juin 1950.
Rapporteur : M. De Gryse.

Presse :

Projet de loi relatif à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste.
Transmis par le Sénat, n° 632/1 du 31 juillet 1963.

Procédure civile :**Compétence :**

Projet de loi concernant les pouvoirs du juge des référés.
Transmis par le Sénat, n° 493 du 19 mai 1949.
Rapporteur : M. Soudan.

Roulage :

Proposition de loi complétant la loi du 1^{er} août 1899 portant révision de la législation et des règlements sur la police de roulage.
Présentée par M. Charpentier, n° 293/1 du 15 février 1962.

COMMISSION DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.**Allocations familiales :**

1. Proposition de loi tendant à porter à 1 000 francs par mois à partir du troisième enfant les allocations familiales pour travailleurs salariés.
Présentée par M. Van den Daele, n° 104/1 du 20 juin 1961.
Rapporteur : M. Lavens.

2. Proposition de loi tendant à répartir équitablement entre tous les types de famille, les ressources supplémentaires procurées au régime des allocations familiales pour salariés, par la collectivité et par les employeurs.
Présentée par M^{me} Fontaine-Borguet, n° 385/1 du 14 juin 1962.

3. Proposition de loi visant à modifier l'article 62 de la loi du 4 août 1930 concernant les allocations familiales des travailleurs salariés et l'article 100 de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, pris en application de la loi du 10 juin 1937, concernant les allocations familiales des travailleurs indépendants.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 560/1 du 9 avril 1963.

4. Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.
Présenté par le Gouvernement, n° 638/1 du 27 septembre 1963.
Rapporteur : M^{me} Fontaine-Borquet.

Assurances sociales :

Accidents du travail :

1. Proposition de loi relative à la revalorisation des rentes des victimes des accidents du travail.
Présenté par M. Van den Daele, n° 91/1 du 20 juin 1961.
Rapporteur : M. Posson.

2. Proposition de loi relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail survenus entre le 10 mai 1940 et le 30 septembre 1944, sous l'empire de la législation allemande dans les territoires belges annexés par le Reich allemand.
Présentée par M. Schyns, n° 489/1 du 29 janvier 1963.

3. Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi sur les accidents du travail.
Présentée par M. Lebas, n° 593/1 du 13 juin 1963.

Sécurité sociale :

1. Proposition de loi sur l'instauration d'un régime d'assurance-maladie pour les étudiants.
Présentée par M. Jeunehomme, n° 13/1 du 5 mai 1961.

2. Proposition de loi portant remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques à 100 % en faveur des pensionnés, des invalides et des chômeurs, et à 75 % en général, par la modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.
Présentée par M. Glineur, n° 42/1 du 30 mai 1961.

3. Proposition de loi modifiant l'article 12 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale.
Présentée par M. De Staercke, n° 124/1 du 12 juillet 1961.

4. Projet de loi concernant l'application de la législation sur la sécurité sociale des travailleurs à certaines catégories de personnes.
Présenté par le Gouvernement, n° 591/1 du 13 juin 1963.
Amendements du Gouvernement, n° 591/2 du 10 octobre 1963.
Rapporteur : M. Lavens.

Vielllesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, et l'article 16 de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés.
Présentée par M. Olislaeger, n° 24/1 du 18 mai 1961.

2. Proposition de loi portant à partir du 1^{er} juin 1961 le minimum de la pension de retraite des ouvriers mariés à 41 000 francs, des isolés à 36 900 francs et des veuves à 27 000 francs.
Présentée par M. Glineur, n° 25/1 du 18 mai 1961.

3. Proposition de loi portant modification des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 11 mars 1954.
Présentée par M. Verbaanderd, n° 29/1 du 23 mai 1961.

4. Proposition de loi autorisant l'activité professionnelle pour toutes les personnes bénéficiaires d'une pension de vieillesse ou de survie.
Présentée par M. Charpentier, n° 37/1 du 25 mai 1961.

5. Proposition de loi relative à la pension de retraite et de survie des marins naviguant sous pavillon belge qui ont été victimes d'un accident du travail dans les causes duquel est intervenu un fait de guerre.
Présentée par M. Hicquet, n° 61/1 du 13 juin 1961.

6. Proposition de loi relative à la fixation des pensions des carrières mixtes et incomplètes.
Présentée par M. De Mey, n° 75/1 du 15 juin 1961.

7. Proposition de loi modifiant les lois relatives à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés.
Présentée par M^{me} Fontaine-Borquet, n° 80/1 du 15 juin 1961.
Rapporteur : M^{me} Copée-Gerbinet.

8. Proposition de loi garantissant aux employés une pension minimum identique.
Présentée par M. Van den Daele, n° 89/1 du 20 juin 1961.

9. Proposition de loi accordant à l'âge de 60 ans pour les hommes et de 55 ans pour les femmes, la pension de retraite et de survie des ouvriers au taux minimum de 75 % du salaire du manœuvre.
Présentée par M. Glineur, n° 120/1 du 11 juillet 1961.

10. Proposition de loi modifiant la loi du 21 mai 1955, modifiée par celle du 1^{er} août 1957, relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers.
Présentée par M. D'haeseleer, n° 187/1 du 8 novembre 1961.

11. Proposition de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par arrêté du Régent du 12 septembre 1946.
Présentée par M. D'haeseleer, n° 188/1 du 8 novembre 1961.

12. Proposition de loi accordant une liberté de travail complète aux pensionnés.
Présentée par M. Lefèbre (R.), n° 341/1 du 11 avril 1962.

13. Proposition de loi créant un Institut National pour Personnes Agées.
Présentée par M. Hicquet, n° 464/1 du 6 décembre 1962.

14. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1957 portant règlement général du régime de retraite et de survie des employés.
Présentée par M. Hicquet, n° 502/1 du 7 février 1963.

15. Proposition de loi complétant la législation relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, employés, ouvriers mineurs et marins naviguant sous pavillon belge.
Présentée par M. Schyns, n° 506/1 du 12 février 1963.

Chômage :

Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office National du Placement et du Chômage, modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1951, et tendant à porter le taux de l'indemnité de chômage à 75 % du salaire avec un minimum de 725 francs par semaine.
Présentée par M. Glineur, n° 40/1 du 25 mai 1961.

Travail :

Vacances :

Proposition de loi instituant des « congés culturels » en faveur des jeunes travailleurs.
Présentée par M. Harmegnies, n° 95/1 du 27 juin 1961.

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Art de guérir :

Proposition de loi relative à la détermination de certains actes relevant de l'art de guérir.
Présentée par M. Cornet, n° 255/1 du 21 décembre 1961.

Assistance publique :

Proposition de loi modifiant les articles 49, 53 et 54 de la loi du 10 mars 1925, modifiée par les lois du 19 mars 1954 et 17 février 1961 sur l'Assistance Publique.
Présentée par M. Verhenne, n° 447/1 du 13 novembre 1962.

Commerce et industrie :

Beurre, margarine :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1935 relative aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles.
Présentée par M. Discry, n° 79/1 du 15 juin 1961.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1935, relative aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles.
Présentée par M. Tanghe, n° 118/1 du 11 juillet 1961.

Domaine de l'Etat :

Proposition de loi relative à la gestion, l'exploitation et la police du domaine de l'Etat, à Hofstade.
Présentée par M. Verbaanderd, n° 30/1 du 23 mai 1961.

Eaux et forêts :*Pollution des eaux :*

Proposition de loi modifiant la loi du 11 mars 1950 complétée par celle du 2 juillet 1956 sur la protection des eaux contre la pollution.
Présentée par M. De Sweemer, n° 41/1 du 25 mai 1961.

Epargne :

Proposition de loi portant création d'un Fonds national des prêts nuptiaux.
Présentée par M. Van Winghe, n° 34/1 du 25 mai 1961.

Guerre :*Prisonniers politiques :*

1. Proposition de loi modifiant les lois des 26 février 1947 et 10 mai 1954 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit.
Présentée par M. Jaminet, n° 299/1 du 27 février 1962.

2. Proposition de loi portant modification aux lois relatives au statut des prisonniers politiques et de leurs ayants-droit, coordonnées le 16 octobre 1954.
Présentée par M. Drèze n° 611/1 du 10 juillet 1963.

Résistance :

Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} septembre 1948 relative au statut des résistants par la presse clandestine.
Présentée par M. Demuyter, n° 229/1 du 7 décembre 1961.

Habitations :

1. Projet de loi établissant un Code du logement social.
Présenté par le Gouvernement, n° 694/1 de 1960-1961.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 21 février 1961.
Relevé de caducité par la loi du 22 juillet 1961.

2. Proposition de loi abrogeant les arrêtés royaux des 12, 13 et 14 décembre 1960 et du 28 février 1961 relatifs aux loyers de logements sociaux et l'octroi de primes à la construction.
Présentée par M. Dejace, n° 21/1 du 18 mai 1961.

3. Proposition de loi tendant à l'octroi de primes d'aménagement destinées à assainir le logement privé.
Présentée par M. Gillès de Pélichy, n° 363/1 du 22 mai 1962.

4. Proposition de loi complétant l'article 11, 3^o, de l'arrêté du Régent du 12 août 1948 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée d'habitations à bon marché, et de petites propriétés terriennes.
Présentée par M. Charpentier, n° 372/1 du 6 juin 1962.

5. Proposition de loi modifiant les conditions mises à l'obtention d'une prime à la construction ou à l'acquisition d'une habitation sociale ou d'une habitation y assimilée.
Présentée par M. Verbaanderd, n° 384/1 du 14 juin 1962.

6. Proposition de loi permettant aux locataires des logements sociaux d'accéder à la propriété.
Présentée par M. Drèze, n° 446/1 du 13 novembre 1962.
Amendements de M. Drèze, n° 446/2 du 13 juin 1963.
Amendement de M. Drèze, n° 446/3 du 4 juillet 1963.

7. Proposition de loi modifiant les conditions d'attribution de primes à la construction et à l'achat de logements sociaux.
Présentée par M. Drèze, n° 453/1 du 21 novembre 1962.
Amendements de M. Drèze, n° 453/2 du 4 juillet 1963.

8. Proposition de loi tendant à la promotion de la construction et de la vente d'habitations sociales par l'octroi d'avantages fiscaux.
Présentée par M. Drèze, n° 456/1 du 28 novembre 1962.

Santé publique :

1. Proposition de loi instaurant un Service national de Santé.
Présentée par M. Gliseur, n° 182/1 du 8 novembre 1961.

2. Proposition de loi relative aux denrées alimentaires, additifs, produits et objets usuels.
Présentée par M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 230/1 du 7 décembre 1961.
Rapporteur : M^{me} Fontaine-Borquet.

3. Projet de loi modifiant la loi du 4 août 1890 relative à la falsification des denrées alimentaires et portant, dans l'intérêt de la santé publique, des mesures en matière de denrées ou substances alimentaires et autres produits.
Présenté par le Gouvernement, n° 501/1 du 6 février 1963.
Amendements de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 501/2 du 28 mars 1963.

Rapporteur : M^{me} Fontaine-Borquet.
Amendements de M. Lenoir, n° 501/3 du 21 mai 1963.
Amendements du Gouvernement, n° 501/4 du 21 mai 1963.
Amendements du Gouvernement, n° 501/5 du 4 juillet 1963.
Sous-amendements de M. Lenoir, n° 501/6 du 9 juillet 1963.

4. Proposition de loi créant un Institut national du Cancer.
Présenté par M. Nazé, n° 567/1 du 15 mai 1963.

Travail :*Hygiène et sécurité du travail :*

Projet de loi relatif aux mesures de sécurité à appliquer dans la fabrication, la manipulation et l'utilisation des substances et produits chimiques dangereux en vue de prévenir les accidents et les maladies professionnelles.

Transmis par le Sénat, n° 128/1 de 1958-1959.
Amendements du Gouvernement, n° 128/2 du 17 mars 1959.

Rapport de M. Bertrand, n° 128/3 du 18 mars 1959.

Renvoyé pour avis à la Commission de la Santé Publique et de la Famille le 12 novembre 1959.

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS.**Budgets :**

Budget du Ministère des Travaux publics, pour l'exercice 1964.
Présenté par le Gouvernement, n° 4-XVI de 1963-1964.

Guerre :*Domages de guerre :*

1. Projet de loi déchargeant les sinistrés qui ont introduit une demande de constatation et d'évaluation des dommages de guerre de l'obligation d'introduire une nouvelle demande.
Transmis par le Sénat, n° 190 du 1^{er} octobre 1946.

2. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.
Présentée par M. Van der Schueren, n° 93/1 du 27 juin 1961.

3. Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.

Présentée par M. Schyns, n° 144/1 du 20 juillet 1961.

4. Proposition de loi modifiant la législation relative aux dommages de guerre.

Présentée par M. Van der Elst, n° 370/1 du 5 juin 1962.

5. Projet de loi modifiant les articles 3, 5 et 6bis des lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, coordonnées le 30 janvier 1954.

Présenté par le Gouvernement, n° 425/1 du 20 août 1962.

Amendements de M. Schyns, n° 425/2 du 30 octobre 1962.

Amendements de M. Kiebooms, n° 425/3 du 20 décembre 1962.

Amendement de : 1^o M. Geldof, 2^o M. Vander Schueren, n° 425/4 du 9 avril 1963;

Amendements du Gouvernement, n° 425/5 du 7 mai 1963.

Rapporteur : M. Van Cleemput.

IV. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération :

Administrations publiques :

Proposition de loi modifiant les lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947, assurant aux Belges mobilisés la réintégration dans leurs fonctions et accordant aux invalides de guerre, anciens combattants, membres de la Résistance, prisonniers politiques, veuves et orphelins de guerre, déportés, réfractaires au travail et autres victimes des guerres 1914-1918 et 1940-1945 un droit de priorité pour l'accès aux emplois publics, coordonnées par l'arrêté du Régent du 19 juin 1947.
Présentée par M. Nazé, n° 343/1 du 11 avril 1962.

Allocations familiales :

Proposition de loi modifiant l'article 9 de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 prévu par la loi du 10 juin 1937, étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non-salariés.
Présentée par M. Vanderpoorten, n° 522/1 du 5 mars 1963.

Assistance publique :

Proposition de loi organisant un nouveau régime d'intervention des pouvoirs publics en faveur des malades bénéficiaires de la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds Spécial d'Assistance.
Présentée par M. Nazé, n° 606/1 du 2 juillet 1963.

Assurances sociales :

Estropiés et mutilés :

Proposition de loi modifiant la loi du 15 mars 1954 modifiant et complétant la loi du 10 juin 1937, relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées.
Présentée par M. Sainte, n° 371/1 du 5 juin 1962.

Marins :

Proposition de loi octroyant aux pêcheurs de la pêche maritime les avantages accordés aux marins de la marine marchande, conformément à l'article 41bis inséré par l'arrêté royal du 23 avril 1959 dans l'arrêté royal du 24 octobre 1936, modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge.
Présentée par M. De Kinder, n° 557/1 du 9 avril 1963.

Sécurité sociale :

1. Proposition de loi modifiant le décret du 7 août 1952 relatif à l'assurance contre la maladie et l'invalidité des employés coloniaux.
Présentée par M. Demuyter, n° 286/1 du 8 février 1962.
2. Proposition de loi complétant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.
Présentée par M. Michel, n° 657/1 du 12 novembre 1963.

Vieillesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi relative au travail des pensionnés.
Présentée par M. Delhache, n° 190/1 du 8 novembre 1961.
2. Proposition de loi relative aux pensionnés sollicitant la pension après l'âge de la retraite.
Présentée par M. Delhache, n° 353/1 du 8 mai 1962.
3. Proposition de loi modifiant en faveur de certains agriculteurs et horticulteurs de condition modeste, la loi du 28 mars 1960 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.
Présentée par M. Dewulf, n° 585/1 du 11 juin 1963.

Chômage :

Proposition de loi supprimant les catégories de communes pour la fixation des taux en matière d'allocations de chômage.
Présentée par M. Schyns, n° 653/1 du 12 novembre 1963.

Commerce et industrie :

Proposition de loi relative à la création d'une Société régionale de Développement pour le Borinage.
Présentée par M. Drumaux, n° 145/1 du 20 juillet 1961.

Reviseurs d'entreprises :

Proposition de loi modifiant la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des reviseurs d'entreprises.
Présentée par M. Scheyven, n° 114/1 du 11 juillet 1961.

Communes :

Cimetières :

Proposition de loi attribuant aux communes le prix intégral d'une concession de sépulture.
Présentée par M. Detiège, n° 617/1 du 16 juillet 1963.

Loi communale :

Proposition de loi tendant à majorer le nombre des échevins de la ville de Bruges.
Présentée par M. F. Vandamme, n° 608/1 du 2 juillet 1963.

Congo :

Personnel :

Proposition de loi prorogeant la loi du 31 janvier 1961 portant certaines mesures provisoires en faveur des personnes ayant exercé des fonctions publiques ou autres au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi.
Présentée par M. Deconinck (D.), n° 131/1 du 12 juillet 1961.

Droit civil :

Objets trouvés :

Proposition de loi autorisant les administrations portuaires à procéder à la vente des objets et des biens trouvés dans les ports et dont le propriétaire reste inconnu.
Présentée par M. Detiège, n° 656/1 du 12 novembre 1963.

Propriété commerciale :

Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux.
Présentée par M. Piron, n° 14/1 du 5 mai 1961.

Successions :

Proposition de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages.
Présentée par M. Vandamme (F.), n° 329/1 du 28 mars 1962.

Tutelle :

Proposition de loi modifiant la loi du 18 juin 1850 modifiée par la loi du 28 décembre 1873 sur le régime des aliénés.
Présentée par M. De Staercke, n° 531/1 du 13 mars 1963.

Droit pénal :

Réhabilitation :

Proposition de loi modifiant la loi sur la réhabilitation en matière pénale.
Présentée par M. Lebas, n° 508/1 du 13 février 1963.

Sûreté de l'Etat :

Proposition de loi relative à l'épuration civique.
Présentée par M. Kiebooms, n° 626/1 du 18 juillet 1963.

Droit public :

Conseil d'Etat :

Proposition de loi modifiant les lois relatives au Conseil d'Etat.
Présentée par M. De Staercke, n° 148/1 du 20 juillet 1961.

Constitution :

Proposition de déclaration de révision de la Constitution.
Présentée par M. Paque, n° 140/1 du 13 juillet 1961.

Contentieux administratifs (trib. prov.) :

Proposition de loi créant des tribunaux administratifs provinciaux.
Présentée par M. De Staercke, n° 652/1 du 12 novembre 1963.

Eaux et forêts :*Pollution des eaux :*

Proposition de loi portant création d'une Société nationale pour la protection des eaux de surface.
Présentée par M. Hicquet, n° 150/1 du 20 juillet 1961.

Enquête parlementaire :

Proposition tendant à instituer une Commission d'enquête ayant pour mission de recueillir éventuellement l'avis des populations intéressées par les modifications des territoires, des provinces et communes prévues dans le projet de loi modifiant les limites des provinces, arrondissements et communes (projet n° 194).
Présentée par M. Terwagne, n° 435/1 du 30-octobre 1962.

Enseignement :

Proposition de loi tendant à régler uniformément la délivrance gratuite des livres et objets classiques aux élèves sans établir de discrimination selon le genre d'école qu'ils fréquentent.
Présentée par M. Eneman, n° 179/1 du 8 novembre 1961.

Enseignement supérieur :

Proposition de loi modifiant : 1° les lois sur la collation des grades académiques et le programme des études universitaires; 2° la loi sur l'organisation judiciaire; 3° la loi permettant aux femmes d'exercer la profession d'avocat; 4° la loi organique des conseils de prud'homme; 5° la loi autorisant l'accès des femmes à la magistrature; 6° la loi portant création d'un Conseil d'Etat; en vue d'assurer une réforme des études de droit.
Présentée par M. Pierson, n° 655/1 du 12 novembre 1963.

Epargne :

Proposition de loi instituant des prêts matrimoniaux complétant l'épargne prénuptiale.
Présentée par M. Claeys, n° 43/1 du 30 mai 1961.

Expropriation :

Proposition de loi modifiant la loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.
Présentée par M. Detière, n° 629/1 du 18 juillet 1963.

Finances :

Proposition de loi modifiant l'article 118 de la loi du 14 février 1961 d'expansion, de progrès social et de redressement financier.
Présentée par M. Delwaide, n° 607/1 du 2 juillet 1963.

Guerre :*Dommages de guerre :*

Proposition de loi accordant aux prisonniers de guerre capturés à l'étranger, la réparation des dommages de guerre aux biens privés.
Présentée par M. Namèche, n° 241/1 du 14 décembre 1961.

Séquestre :

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 6 juillet 1959 relative au séquestre et à la liquidation de biens, droits et intérêts allemands.
Présentée par M. Van der Schueren, n° 406/1 du 12 juillet 1962.

Habitations :

- Proposition de loi créant des primes à l'amélioration des logements.
Présentée par M. Delhache, n° 146/1 du 20 juillet 1961.
- Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1953, organisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société nationale de la Petite propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité.
Présentée par M. Charpentier, n° 566/1 du 15 mai 1963.

Impôts :*Impôts directs :*

- Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.
Présentée par M. Eeckman, n° 117/1 du 11 juillet 1961.
- Proposition de loi modifiant les lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le 10 avril 1951.
Présentée par M. Eeckman, n° 119/1 du 11 juillet 1961.
- Proposition de loi prorogeant la loi du 15 juillet 1959 tendant à favoriser l'absorption ou la fusion de sociétés et l'apport de branches d'activité.
Présentée par M. De Staercke, n° 185/1 du 8 novembre 1961.
- Proposition de loi tendant à modifier le 4° de l'article 25, § 7, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.
Présentée par M. De Staercke, n° 212/1 du 23 novembre 1961.

Lois électorales :

Proposition de loi modifiant la loi organique des élections provinciales et la loi électorale communale en vue d'abaisser l'âge d'éligibilité de 25 à 21 ans.
Présentée par M. Jeunehomme, n° 654/1 du 12 novembre 1963.

Elections communales :

Proposition de loi tendant à modifier la loi électorale communale.
Présentée par M. Kiebooms, n° 621/1 du 17 juillet 1963.

Organisation judiciaire :*Notaires, avoués, huissiers :*

Proposition de loi réglant la compétence des huissiers lors de la citation devant les justices de paix.
Présentée par M. Hermans, n° 115/1 du 11 juillet 1961.

Personnel :

Proposition de loi modifiant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, modifiée par la loi du 20 décembre 1957.
Présentée par M. Vanderpoorten, n° 532/1 du 14 mars 1963.

Prud'hommes :

Proposition de loi établissant le ressort territorial des Conseils de prud'hommes de Courtrai et de Mouscron.
Présentée par M. Verhenne, n° 622/1 du 17 juillet 1963.
Amendements de M. Demets, n° 622/2 du 31 juillet 1963.

Traitements :

Proposition de loi portant modification de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire en ce qui concerne les traitements des greffiers des Cours et Tribunaux.
Présentée par M. W. De Clercq, n° 481/1 du 22 janvier 1963.
Amendements de M. Janssens, n° 481/2 du 1^{er} mars 1963.

Pensions :*Pensions civiles :*

- Proposition de loi modifiant la loi du 2 août 1955 portant péréquation des pensions de retraite et de survie.
Présentée par M. Hicquet, n° 62/1 du 13 juin 1961.
- Proposition de loi garantissant des taux minima pour certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public.
Présentée par M. Lacroix, n° 176/1 du 8 novembre 1961.

Pensions militaires :

Proposition de loi complétant l'article 6 des lois sur les pensions militaires coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923.
Présentée par M. Demuyter, n° 17/1 du 16 mars 1961.

Professions :*Agents commerciaux :*

Proposition de loi établissant un statut des agents commerciaux.
Présentée par M. Cudell, n° 217/1 du 28 novembre 1961.

Santé publique :

Proposition de loi modifiant le Code pénal en ce qui concerne les conséquences de la diffusion et de l'absorption du Softénon.
Présentée par M. Moulin, n° 452/1 du 21 novembre 1962.

Tourisme :

Proposition de loi instaurant une prime destinée à promouvoir les nouvelles constructions et la modernisation indispensable d'hôtels et de maisons de pension.
Présentée par M. Piers, n° 298/1 du 27 février 1962.

Transport :*Automobiles :*

1. Proposition de loi, relative à la responsabilité pénale des conducteurs professionnels de véhicules à moteur.
Présentée par M. Major, n° 568/1 du 15 mai 1963.

2. Proposition de loi, modifiant en ce qui concerne la répression des infractions, les dispositions légales relatives au transport rémunéré de personnes.
Présentée par M. Major, n° 569/1 du 15 mai 1963.

Travail :*Apprentissage :*

Proposition de loi relative au contrat d'apprentissage dans les métiers et négoce.
Présentée par M. Cudell, n° 386/1 du 19 juin 1962.

Repos hebdomadaire :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 22 juin 1960 instaurant le repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce.
Présentée par M. Vandamme (R.), n° 438/1 du 30 octobre 1962.

2. Proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi du 22 juin 1960, instaurant le repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce.
Présentée par M. Detiège, n° 623/1 du 17 juillet 1963.